

L. Trotsky

Œuvres

Août 1937

Sommaire

Déclaration sur le meurtre d'Andreu Nin.....	3
Devant une nouvelle guerre mondiale.....	4
La vérification des idées et des individus à travers l'expérience de la révolution espagnole.....	16
Bolchevisme ou stalinisme.....	26

Déclaration sur le meurtre d'Andreu Nin

8 août 1937

Source : Fondation Andreu Nin. La déclaration fut publiée par *La Lutte ouvrière*, organe du Parti Ouvrier Internationaliste (France) le 15 août 1937.

Quand Nin, le dirigeant du POUM, a été arrêté à Barcelone, il ne pouvait y avoir le moindre doute : les agents de la Guépéou ne le laisseraient pas vivant. Les intentions de Staline avaient été démontrées avec un cynisme exceptionnel quand la Guépéou, qui tient entre ses griffes la police espagnole, a lancé une déclaration dans laquelle elle accusait Nin et toute la direction du POUM d'être des agents de Franco.

Le caractère absurde de cette affirmation est évident pour tous ceux qui connaissent les données élémentaires de la révolution espagnole. Le fondateur et le dirigeant du POUM, J.Maurín, a été fait prisonnier et fusillé par le général Franco, au début de la guerre civile. Les militants du POUM se sont héroïquement battus contre les fascistes sur tous les fronts d'Espagne. Nin est un vétéran et un révolutionnaire incorruptible. Il défendait les intérêts du peuple espagnol et combattait les agents de la bureaucratie soviétique. C'est justement pour cela que les agents de la Guépéou se sont débarrassés de lui, grâce à une opération bien calculée, dans la prison de Barcelone. En ce qui concerne le rôle joué dans cette affaire par les autorités espagnoles officielles, nous ne pouvons qu'émettre des suppositions.

L'information envoyée, et inspirée par la Guépéou, qualifie Nin de trotskyste. Le révolutionnaire disparu a fréquemment protesté contre cette qualification. Et avec raison. Le POUM a toujours eu une attitude hostile envers la IV^e Internationale, tant sous la direction de Maurín que sous celle de Nin. Il est certain que pendant les années 1931-33, Nin, qui à cette époque était en dehors du POUM maintenait une correspondance amicale avec moi. Mais depuis les débuts de 1933, des divergences sur des questions essentielles ont provoqué la rupture totale entre nous. Tout au long de ces quatre dernières années nous n'avons plus échangé que des articles polémiques. Le POUM a exclu les trotskystes de ses rangs. Mais pour faciliter sa tâche, la Guépéou appelle trotskystes tous ceux qui s'opposent à la bureaucratie soviétique. Ce qui facilite la répression sanglante.

Malgré les divergences qui me séparent du POUM, je dois reconnaître que, dans la lutte que Nin portait contre la bureaucratie soviétique, la justice était complètement de son côté. Il s'efforçait de défendre l'indépendance du prolétariat espagnol contre les machinations bureaucratiques de la bande au pouvoir à Moscou. Il a refusé de collaborer avec la Guépéou pour ruiner les intérêts du prolétariat espagnol. C'est son seul crime. Et il l'a payé de sa vie.

Devant une nouvelle guerre mondiale

9 août 1937

Article (T 4187) traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Indétermination des groupements internationaux

La presse scrute quotidiennement l'horizon mondial pour apercevoir la fumée et les flammes. Si on voulait faire le compte de tous les foyers de guerre possibles, il faudrait utiliser un traité de géographie. En outre, les contradictions internationales sont tellement compliquées et embrouillées que personne ne peut prédire avec exactitude à quel endroit la guerre éclatera, ni comment se grouperont les camps en lutte. Il est sûr qu'on tirera, mais d'où viendront les coups, et sur qui ils tomberont, c'est ce qu'on ne sait pas.

En 1914, le facteur principal d'incertitude était l'Angleterre : celle-ci fut soucieuse de l'équilibre jusqu'au moment où elle aida l'Europe à se jeter dans l'abîme. La deuxième inconnue était l'Italie : pendant trente-cinq ans, elle avait été liée avec l'Autriche-Hongrie et avec l'Allemagne, pour tourner, pendant la guerre, ses canons contre ses alliés. Sphinx puissant, mais lointain, les États-Unis n'entrèrent dans la guerre que dans sa phase vraiment finale. Les petits États augmentaient encore le nombre d'inconnues dans l'équation. Cependant, les facteurs constants de la situation étaient, dès le début, l'alliance austro-allemande et l'alliance franco-russe, qui déterminèrent donc par la suite l'axe des actes de guerre. Tous les autres participants devaient se grouper autour de cet axe.

Aujourd'hui, il n'y a pas même à songer à la stabilité relative des camps, comme au bon vieux temps. La politique de Londres, déterminée par la contradiction des intérêts de cet impérialisme dans les différentes parties du monde, permet bien moins encore qu'avant août 1914 de faire un pronostic. Dans chaque question, le gouvernement de Sa Majesté est forcé de s'orienter selon les dominions, qui développent les forces centrifuges les plus puissantes. L'expansion impérialiste de l'Italie l'a conduite à la nécessité de se soustraire, une fois pour toutes, à la tutelle par trop « amicale » de la Grande-Bretagne. Les succès de Mussolini en Afrique et l'augmentation des armements italiens constituent une menace immédiate pour les intérêts vitaux de la Grande-Bretagne.

Pour l'Allemagne en revanche, l'amitié incertaine avec l'Italie est un moyen à long terme pour acquérir la neutralité bienveillante de la Grande-Bretagne. L'Allemagne ne pourrait renoncer à cette étape sur la voie de la domination du monde qu'au cas où elle s'arrangerait avec l'Union Soviétique. Cette variante n'est pas exclue non plus; mais elle reste une réserve, à l'arrière-plan. Ce n'est pas par hostilité de principe au communisme que Hitler lutte contre l'alliance franco-soviétique (pas un homme sérieux ne croit encore au rôle révolutionnaire de Staline), mais parce qu'il veut avoir les mains libres pour s'arranger avec Moscou contre Paris, au cas où un arrangement avec Londres contre Moscou ne réussirait pas. Mais le pacte franco-soviétique n'est pas non plus un facteur de stabilité. À la différence de l'ancien pacte militaire franco-russe, il est une tâche de brouillard. La politique française, constamment sous la dépendance de la Grande-Bretagne, oscille entre un rapprochement conditionnel avec l'Allemagne et l'amitié inconditionnelle avec l'U.R.S.S. Plus ces oscillations augmentent, plus sera grave la décision.

Les petits et moyens États embrouillent la situation encore davantage. Ils ressemblent aux satellites célestes qui ne savent autour de quelle constellation tourner. Sur le papier, la Pologne est alliée à la France, mais en fait, elle a des liens avec l'Allemagne. Formellement, la Roumanie appartient à la Petite Entente, mais la Pologne l'attire, non sans succès, dans la sphère d'influence italo-allemande. Le rapprochement croissant entre Belgrade, Rome et Berlin provoque non seulement à Prague, mais aussi à Bucarest, une inquiétude de plus en plus grande. D'autre part, la Hongrie craint, à juste titre, que ses prétentions territoriales ne soient les premières sacrifiées à une amitié entre Berlin, Rome et Belgrade.

Tout le monde veut la paix, avant tout ceux qui n'ont rien de bon à attendre d'une guerre : les pays balkaniques, les pays baltes, la Suisse, la Belgique, la Hollande, les États Scandinaves. Leurs ministres se réunissent en conférences, font des arrangements et des discours sur la paix. À les voir tous ensemble, on croit assister à un spectacle de marionnettes au bord d'un cratère. Aucune des petites puissances ne pourra rester à l'écart. Tous verseront le sang. La pensée qui, hier encore, paraissait absurde, que les pays scandinaves pourraient se combattre, devient probable aujourd'hui. Il suffirait que l'Allemagne trouve un appui en Suède, et la Grande-Bretagne au Danemark, et les « sœurs » scandinaves se trouveraient dans des camps ennemis. À condition, naturellement que l'Angleterre et l'Allemagne soient en guerre l'une contre l'autre.

Le souci essentiel des États-Unis est actuellement de se tenir aussi éloignés que possible du brasier européen. Mais, en 1914, c'était exactement la même chose. On n'est pas impunément une grande puissance, à plus forte raison la plus grande. La neutralité est plus facile à décréter qu'à maintenir. En outre, il y a aussi, en plus de l'Europe, l'Extrême-Orient. Au cours des années de la crise économique mondiale, qui a paralysé la volonté de la plupart des grandes puissances, le Japon a définitivement conquis la Mandchourie, et a occupé les provinces septentrionales de la Chine, menaçant ce vaste et malheureux pays de morcellements ultérieurs¹. La crise intérieure de l'U.R.S.S., la décapitation de l'Armée rouge et la lamentable capitulation de Moscou dans la question des îles de l'Amour², ont laissé les mains définitivement libres à la clique militaire japonaise. A présent, il s'agit du sort de l'Extrême-Orient dans son ensemble.

Le gouvernement de Washington change son orientation. La concentration de la flotte dans le Pacifique, la construction de navires de guerre et d'avions de bombardement à grande portée, le développement des liaisons aériennes dans le Pacifique, le programme de fortification d'îles dans l'Océan, préparent d'une manière fort éloquente le renoncement à la politique de l'isolement volontaire. Mais, en Extrême-Orient, on ne peut pas non plus prédire encore avec exactitude la combinaison future des forces. Le Japon propose à l'Angleterre une « entente cordiale » pour la collaboration en Chine, avec l'intention de réduire peu à peu le lion britannique à la portion congrue³. Mais, avant d'accepter ou de refuser cette proposition, l'Angleterre veut agrandir sa flotte, achever la construction de la base de Singapour, entreprendre de nouvelles fortifications à Hong-Kong. À l'ouest et à l'est, les alliances militaires se forment à une allure bien plus lente que les conflits militaires.

La politique du *wait and see* avait un sens tant qu'elle était le privilège de la Grande-Bretagne en face d'une Europe partagée en deux camps. Mais lorsque tous les États, sans exception, sont forcés de faire leur la méthode de perfidie dans l'attente, alors les relations diplomatiques deviennent un jeu de folie, dont les participants se font la chasse les yeux bandés et revolver au poing. Aux grandes et petites puissances, il ne reste évidemment rien à faire qu'à conclure des alliances militaires en toute hâte, et alors que les premiers coups de la nouvelle guerre mondiale sont déjà frappés.

¹ Commencée en septembre 1931, la conquête de la Mandchourie avait été achevée en trois mois, le pays s'était déclaré « indépendant » sous le nom de Mandchukuo, véritable colonie japonaise. L'annexion du Jehol au Mandchukuo en 1933, la pénétration des Japonais dans le Hebei en 1935, l'installation de 7 000 hommes de troupe près de Pékin en 1936 pour « protéger » les nationaux japonais avaient été les grandes étapes de cette pénétration.

² L'affaire peut se résumer ainsi : le 16 mai 1937, le Japon annonçait que l'U.R.S.S. voulait réviser ses conventions avec le Mandchukuo sur la circulation fluviale. Le 27 juin, on apprenait l'occupation de deux îles de l'Amour, revendiquées par le Mandchukuo, par des forces de l'Armée rouge. L'U.R.S.S. repoussait les protestations japonaises en affirmant que ces îles étaient territoire soviétique. Le 30 juin on se battit et une canonnière soviétique fut coulée. Le 4 juin, ayant obtenu l'« assurance » que les unités japonaises avaient évacué la région, les unités de l'Armée rouge évacuaient les îles, le 6, l'une d'elles était occupée par les unités de l'« armée du Mandchukuo ». L'U.R.S.S. protestait pour la forme mais en réalité capitulait.

³ Dans un discours du 8 mars, le premier ministre japonais Sato avait parlé d'une « nouvelle donne » avec la Chine et du rétablissement de relations amicales avec la Grande-Bretagne. Les contacts pris par l'ambassadeur japonais à Londres, M. Yoshida, se révélaient prometteurs : des déclarations optimistes de Sato et du ministre britannique Anthony Eden le confirmaient.

Fascisme, pacifisme et guerre

Il n'y a pas très longtemps que les pacifistes de différentes sortes croyaient ou prétendaient croire qu'une nouvelle guerre pouvait être empêchée grâce à la Société des Nations, des congrès de parade, des référendums et autres entreprises théâtrales, dont la majorité était financée par le budget de l'U.R.S.S.⁴. Que reste-t-il de ces illusions ? Sur les sept grandes puissances, trois - les États-Unis, le Japon et l'Allemagne - sont en dehors de la S.D.N., et la quatrième, l'Italie, est en train de la détruire de l'intérieur. Les trois autres trouvent moins que jamais nécessaire de couvrir leurs intérêts particuliers de l'étiquette de la S.D.N. Les tristes partisans de l'institution genevoise, hier « espoir de l'humanité », sont arrivés à la conclusion que l'unique moyen de « sauver » la S.D.N. consiste à ne pas lui poser les questions importantes. En 1932, quand s'est ouverte la fameuse conférence du désarmement, les armées européennes comptaient 3 200 000 hommes. En 1936, ce nombre s'est déjà élevé à 4 500 000 et il continue à grandir sans interruption. Qu'est-il advenu des référendums de Lord Cecil⁵ ? La politique de désarmement de Genève a cessé d'être même un sujet digne d'être caricaturé. L'initiative de la nouvelle fièvre de réarmement appartient à l'Allemagne fasciste, qui a su, avec un instinct infailible accompagné par moments d'hystérie, s'arracher des chaînes de Versailles. Mais c'est, sans doute, l'exemple de la Grande-Bretagne qui montre de la manière la plus persuasive le caractère inéluctable du nouveau tohu-bohu mondial. Le pacifisme conservateur de ce pays s'est efforcé, ces temps derniers, de faire le moins de dépenses possibles pour protéger les anciennes conquêtes. Cependant, les défaites étonnantes de la politique britannique en Mandchourie, en Abyssinie et en Espagne ont démontré à Baldwin⁶ et à ses collègues qu'on ne peut vivre indéfiniment de l'inertie de la vieille puissance. De là vient le réflexe d'autodéfense presque panique, qui s'exprime par le plus grandiose de tous les programmes militaires.

Au nom de la paix et du *statu quo*, la Grande-Bretagne s'apprête à devenir, au cours des années à venir, la puissance la plus forte sur mer et dans les airs. Mais, par là même, elle donne aux armements maritimes et aériens au-delà de l'Atlantique une impulsion effrénée. Ainsi en est-il du pays le plus satisfait, le plus « pacifique », le plus « démocratique », qui dirigeait la Conférence du désarmement : de la liberté du commerce au protectionnisme, et du pacifisme au réarmement. Quelles forces terrestres seraient à même d'empêcher le passage du réarmement à la guerre ?

Mais ne peut-on pas s'attendre à une résistance d'en bas contre les dangers de guerre, de la part des masses ouvrières, sous forme de grèves générales, insurrections, révolutions ? Théoriquement, cela n'est pas exclu. Cependant, si on ne prend pas des désirs ou des craintes pour des réalités, il faut accorder peu de vraisemblance à cette perspective. Les masses laborieuses du monde entier portent à présent le poids terrible des défaites qu'elles ont subies en Italie, en Pologne, en Allemagne, en Autriche, en Espagne, et, en partie, en France et dans une série de plus petits pays. Les anciennes Internationales - la II^e, la III^e et l'Internationale Syndicale - sont étroitement liées aux gouvernements des États démocratiques, et prennent une part active à la préparation de la guerre « contre le fascisme ». Il est vrai que les social-démocrates, ainsi que les communistes, sont défaitistes par rapport à l'Allemagne, à l'Italie et au Japon : mais cela signifie uniquement qu'ils ne luttent contre la guerre que dans les pays dans lesquels ils n'ont pas d'influence. Pour s'élever contre le militarisme, il faudrait que les masses se débarrassent au préalable de la tutelle des Internationales officielles. Ce n'est pas là une chose simple. On n'en vient à bout ni en un jour, ni en un mois. Aujourd'hui, en tout cas, le réveil politique du prolétariat se fait à une allure plus lente que la préparation à la nouvelle guerre.

⁴ Trotsky fait allusion ici au référendum pour la paix organisé par Lord Cecil (cf. n. 5) et aux congrès pour la paix d'Amsterdam et de la salle Pleyel à Paris, au mouvement Amsterdam-Pleyel et à toutes ces entreprises confiées à l'époque au « trust Münzenberg » de l'Internationale communiste.

⁵ Lord Robert Cecil (1864-1958), fils d'un ministre conservateur, député en 1906, ministre entre 1924 et 1927, avait organisé en Grande-Bretagne en 1935 des « plébiscites de la paix ».

⁶ Stanley Baldwin (1867-1947), leader conservateur britannique, premier ministre jusqu'au mois de mai 1937. Il avait gouverné sous le couvert de MacDonald après la rupture de ce dernier avec le Labour Party et était redevenu premier ministre en 1935.

Pour justifier leur politique militariste et chauvine, les II^e et III^e Internationales propagent l'idée que la nouvelle guerre aurait pour mission de défendre la liberté et la culture contre les assaillants fascistes : les pays « pacifiques », avec les grandes démocraties du nouveau et de l'ancien continent d'un côté -et l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche., la Pologne, la Hongrie, le Japon, de l'autre. Une telle classification éveille des doutes, même du point de vue formel. La Yougoslavie; c'est un État non moins « fasciste » que la Hongrie, et la Roumanie n'est pas plus près de la démocratie que la Pologne⁷. La dictature militaire règne non seulement au Japon, mais aussi en Chine. Le système politique de Staline ressemble de plus en plus à celui de Hitler. En France, le fascisme peut remplacer la démocratie, même avant le déclenchement de la nouvelle guerre : en tout cas, les gouvernements de Front Populaire font tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter ce changement. Dans l'ordre actuel du monde, il n'est donc pas facile de séparer les loups des moutons.

En ce qui concerne la lutte des « démocraties » contre le fascisme, considérons plutôt les Pyrénées au lieu de deviner l'avenir. D'abord, les démocraties ont décrété le blocus contre le gouvernement légal de l'Espagne, afin de ne pas donner « prétexte » à une intervention de l'Italie et de l'Allemagne. Mais, lorsque Mussolini et Hitler se passèrent du « prétexte », les « démocraties » - dans l'intérêt de la « paix » - se hâtèrent de capituler devant l'intervention. L'Espagne est dévastée. Pendant ce temps, les représentants des démocraties se perdent en considérations sur les meilleurs moyens... de la non-intervention ultérieure. Le gouvernement de Moscou essaie en vain, avec des grimaces gauchistes, de voiler sa participation à la politique impudente et criminelle qui facilite la tâche du général Franco et qui fortifie les positions générales du fascisme. Ce sont les richesses minérales de l'Espagne et non ses principes politiques qui détermineront demain ses rapports avec les autres pays. C'est là un enseignement douloureux, mais vraiment inappréciable pour l'avenir.

La classification des États ci-dessus a sa signification historique, mais pas celle qui lui est attribuée dans de vulgaires élucubrations pacifistes. Les pays qui sont passés le plus facilement au fascisme, ou à d'autres formes de dictature, furent ceux dont les contradictions internes avaient atteint la plus grande acuité : les pays sans matières premières à eux, sans accès suffisant au marché mondial (l'Allemagne, l'Italie, le Japon); les pays vaincus dans la guerre (l'Allemagne, la Hongrie, l'Autriche); finalement, les pays où la crise du système capitaliste est compliquée par des survivances pré-capitalistes (le Japon, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie). Toutes ces nations, historiquement en retard ou lésées, sont naturellement les moins satisfaites de la carte politique de notre planète. Leur politique extérieure a donc un caractère plus agressif que celle des pays plus privilégiés, qui s'inquiètent surtout de défendre le butin qu'ils ont acquis.

D'où la division, avec beaucoup de réserves, des États en défenseurs et en adversaires du *statu quo*, les pays fascistes et semi-fascistes appartenant de préférence au deuxième groupe. Mais cela ne signifie nullement que ce seront justement ces deux groupes qui se feront la guerre. Dans le cas d'un conflit mondial, le programme du *statu quo* disparaîtra d'ailleurs sans laisser de trace : il s'agira alors d'un nouveau partage du monde. Les adversaires fascistes actuels du *statu quo* seront dans les deux camps belligérants, le choix des alliés n'étant plus déterminé par des sympathies politiques, mais par la situation géographique, les liens économiques et, surtout, par l'appréciation du rapport des forces. Hitler serait heureux de prendre, en alliance avec l'Angleterre, des colonies à la France, serait-ce même par la guerre directe contre le fascisme italien. D'autre part, Mussolini peut « trahir » et trahira Hitler selon toute vraisemblance, de même que le gouvernement italien a trahi les Hohenzollern et les Habsbourg en 1914⁸. Le « saint égoïsme » triomphera aussi dans les rapports entre les pays fascistes.

⁷ Les régimes de ces quatre pays sous des colorations et à des degrés différents. étaient des dictatures militaro-policières avec de fortes tendances proprement fascistes. On torturait en tout cas les « politiques » dans les prisons de tous ces pays.

⁸ L'Italie négociait avec les deux camps belligérants, mais, devant les réticences ou plutôt les lenteurs du gouvernement austro-hongrois à lui restituer les territoires qu'elle revendiquait, elle signa avec les Alliés en 1915 son entrée en guerre à leurs côtés.

Il est vrai que l'État totalitaire est le régime qui correspond le mieux à la nature de la guerre, « totalitaire » de nos jours. Cela signifie seulement qu'au cours de la boucherie mondiale, et peut être même avant, les démocraties actuelles se rapprocheront inévitablement du régime fasciste, si elles ne l'adoptent pas complètement. Cependant le rapprochement des systèmes politiques ne signifierait nullement la conciliation des intérêts opposés. Il est peu probable qu'une France fasciste partage ses colonies avec Hitler. Si l'héroïque lord Mosley gouvernait les Îles britanniques - historiquement, cela n'est pas exclu - il serait, sans doute, aussi peu enclin que le gouvernement actuel à céder à l'Italie la domination de la Méditerranée. En un mot, ni la composition des camps belligérants ni le cours lui-même de la guerre ne sont déterminés par des critères politiques, raciaux ou moraux, mais par des intérêts impérialistes. Tout le reste n'est que poudre aux yeux.

À quand la guerre ?

Les forces qui agissent, soit pour rapprocher soit pour retarder la guerre, sont si nombreuses et si compliquées qu'il serait trop risqué de tenter une prophétie de calendrier. Cependant, il existe quelques points de repère qui permettent un pronostic. À Londres, on est aujourd'hui d'avis que la période la plus dangereuse sera close en 1939, lorsque les armements britanniques destinés à garantir la « paix » auront atteint une ampleur suffisante. De ce point de vue, les dangers de guerre diminuent... à mesure que les armements augmentent.

Mais l'Allemagne et l'Italie ne vont-elles pas déclencher, de propos délibéré, une guerre, au cours des vingt-quatre mois à venir ? Bien des choses permettent de dire non. Ce n'est pas l'Italie, mais l'Allemagne, qui doit prononcer le mot décisif. Cependant, l'Allemagne n'est pas prête. Il est vrai que les traditions vivantes du militarisme prussien et le niveau élevé de la technique allemande permettent à Hitler de réaliser le réarmement à une allure telle que l'histoire ne l'a pas encore vue. Mais même l'État totalitaire ne peut pas accomplir de miracles. Pendant les années qui séparent le traité de Versailles de la victoire des nazis, les jeunes générations allemandes ne sont pas passées par les casernes. Il n'y a pas de réserves prêtes dans le pays. Pour faire l'éducation - même élémentaire - de quelques millions d'hommes, il faut de nombreux cadres, officiers et sous-officiers. Élaborer les types les plus parfaits de machines de guerre, préparer la production de masse de celles-ci, se pourvoir en provisions suffisantes de matières premières, éduquer de nouveaux cadres de commandement, instruire le matériel humain - tout cela exige du temps. C'est justement en raison de sa croissance fébrile que l'appareil militaire de Hitler présente à chaque pas des disproportions et des lacunes. Les généraux de l'Allemagne apprécient certainement la préparation actuelle de leur armée à la guerre à un degré bien moindre que ne le font leurs adversaires. Il faudra au moins encore deux ans avant que l'état-major de Berlin cesse de freiner la noble impatience des dirigeants politiques.

Le statut des armements n'est cependant que l'un des facteurs de guerre, et pas le principal. Le moment où tous les pays se sentiront « suffisamment » armés ne viendra jamais. En lui-même, le développement des armements conduit naturellement à la guerre, pas à la paix. L'armée n'est cependant pas une fin en soi, mais un instrument de la politique qui, à son tour, est un instrument des intérêts matériels. Le coup qui déclenchera la nouvelle guerre sera vraisemblablement donné par un changement de la conjoncture économique.

Souvenons-nous qu'un essor industriel profond et longuement mûri a été suivi en 1913 par une crise qui déjà à cette époque, avait le caractère d'une crise, non seulement conjoncturelle, mais structurelle : les forces productives de l'Europe étouffaient dans le carcan des frontières nationales. La crise de 1913 produisit dans les classes dirigeantes une tension nerveuse dans laquelle disparurent vite expectative et prudence. Le résultat fut que la guerre éclata en 1914. Il est vrai que la dernière crise (1929-1933) n'a pas provoqué de craintes de guerre. L'optimisme engendré par la précédente « prospérité » était si aveuglant que les classes dirigeantes s'obstinaient à ne considérer la crise que comme un épisode désagréable. Les illusions ne se sont évanouies que peu à peu avec la paralysie du commerce extérieur et la croissance de l'armée des chômeurs. Les politiques étrangères de ces années - sauf celles des pays les plus atteints - l'Allemagne, le Japon et l'Italie - étaient incertaines, indécises, faibles.

C'est un effet tout à fait différent sur la politique intérieure comme extérieure que produira la nouvelle crise dont, tout bien considéré, nous n'aurons pas longtemps à attendre la venue. La renaissance économique actuelle, avec un marché mondial désorganisé, un système monétaire perturbé, une armée chronique de chômeurs, n'inspire confiance à personne. Une conjoncture soutenue principalement par les commandes militaires signifie un gaspillage de la substance fondamentale de l'économie et donc la préparation d'une crise plus profonde et plus douloureuse encore. Aujourd'hui, les classes dirigeantes sont incapables d'en tenir compte. Plus on approche de la réalisation de leurs programmes d'armements, plus grande est la nervosité qui s'empare des maîtres de nos destinées.

Mais peut-être les dirigeants sont-ils capables de différer la crise, ou, ce qui est plus important de la contenir dans les proportions d'une conjoncture temporaire, pas d'une catastrophe sociale ? Cela exigerait au moins la destruction des barrières douanières, la restauration de l'unité monétaire-or, la régulation du problème des obligations internationales et l'augmentation du pouvoir d'achat des masses en faisant tourner à l'envers la machine aux armements. Seuls les aveugles ne reconnaîtront pas qu'il n'existe pas la moindre raison de semblable miracle. Les représentants commerciaux de quarante pays se sont réunis fin juin à Berlin pour entendre un hymne de Göring⁹ en l'honneur de l'autarcie. Les discours pieux de quelques délégués sur les avantages d'un régime économique libéral résonnaient comme une dérision de la réalité. Les pays riches en matières premières sont-ils prêts à les fournir à leurs adversaires pour des objectifs de guerre ? Les empires coloniaux céderont-ils une partie de leurs dominions aux nations défavorisées ? Ceux des pays qui ont concentré l'or entre leurs mains vont-ils se préoccuper d'améliorer de façon désintéressée le système monétaire perturbé de leurs rivaux ? Ces simples questions contiennent les réponses complètes en elles-mêmes. Plus réactionnaire est le rôle joué par les frontières nationales dans le système économique mondial, plus âprement elle sont défendues. Personne ne chante à haute voix les louanges de l'« autarcie » mais tous cherchent à se dissimuler dans son ombre illusoire. Cependant, « autarcie » ne signifie nullement repli sur soi à l'intérieur des frontières nationales : les programmes de l'Allemagne et de l'Italie montrent d'une manière particulièrement évidente que l'« autarcie » a besoin... de s'approprier des colonies et, en général, des terres étrangères. La doctrine de l'économie fermée se révèle seulement la base de l'agression impérialiste.

Le danger de guerre, qui naît des difficultés économiques les aggrave encore. Chaque collégien sait aujourd'hui que la rupture des relations diplomatiques. Les déclarations de guerre officielles ou la neutralité sont aujourd'hui des anachronismes comme la crinoline ou le menuet. Tous les gouvernements sont constamment sur leurs gardes. La tension en temps de paix, qui prend parfois des formes; telles qu'autrefois elles n'étaient possibles qu'au moment de la rupture des relations diplomatiques, est ce qu'il y a de moins propre à favoriser un essor économique. Tout porte à penser que la crise à venir laissera loin derrière elle celle de 1929 et les suivantes. Dans ces conditions, la diplomatie de l'attente passive devient impossible. L'Europe n'est pas à la hauteur de la politique de la transfusion de sang à la mode américaine. La nouvelle crise poussera toutes les questions à leur point culminant, et les gouvernements sur la voie de mesures décisives qu'on ne pourra pas distinguer de mesures de désespoir.

De cette manière, la guerre peut déjà éclater vers la fin des trois ou quatre prochaines années, c'est-à-dire juste au moment où la fin du programme de réarmement devra « assurer la paix ». Nous n'indiquons ce laps de temps, bien entendu, qu'en vue de l'orientation générale. Des événements politiques peuvent accélérer ou retarder l'instant de l'éclatement. Mais son caractère inévitable résulte du dynamisme de l'économie, du dynamisme des armements.

⁹ Hermann Göring (1893-1946), ancien pilote de chasse, « as » de l'aviation allemande pendant la guerre, dirigeant du parti nazi, était devenu ministre de l'air, mais aussi l'un des grands personnages du régime.

La stratégie de la guerre future

Avant 1914 régnait la doctrine du coup bref et foudroyant. Elle a coûté cher, surtout à la France. Le « coup » a duré plus de cinquante-deux mois. Une fois que le mauvais génie de l'humanité eût inventé des machines meurtrières incomparables, les armées qui en étaient dotées se virent forcées de se blottir dans la terre comme des taupes. Mais plus les opérations en temps de guerre étaient solidement rivetées aux tranchées, plus la pensée militaire prit audacieusement son essor après la paix de Versailles. L'humiliation qu'avait subie la stratégie, et les dépenses astronomiques qui suivirent l'épuisement mutuel des peuples, ont poussé l'imagination militaire à la recherche des moyens plus brillants et moins chers.

De là sont issues de nouvelles écoles : l'une voulait remplacer le peuple armé par une petite armée de spécialistes; telle autre mettait tous ses soins dans les forces aériennes; une troisième plaçait ses espoirs dans les rayons de la mort. Le général J. F. Fuller¹⁰ a tout à fait sérieusement escompté que l'emploi de l'énergie électrique pendant la guerre serait capable d'éliminer le point vulnérable de toutes les guerres du passé, c'est-à-dire le facteur qu'on appelle humain. Le général von Seeckt¹¹ est arrivé à la conclusion que, dans la course entre masses humaines et technique, la victoire appartiendrait à la technique. D'où la théorie de l'armée petite, mais hautement qualifiée, qui fait irruption dans le pays ennemi, tel un torrent de fer et de feu. En réalité, l'opposition entre la « technique » et des « masses », ou de la « qualité » et la « quantité », comme on l'appelle quelquefois, constitue une abstraction inerte. Si une armée mécanisée forte de 200 000 hommes est capable de faire des miracles, deux de ces armées sont capables de faire, non pas deux fois, mais quatre fois autant de miracles. La loi des nombres reste en vigueur même sur la base de la technique la plus élevée. Plus simplement : la nation belligérante sera contrainte de fournir non seulement le plus grand nombre de soldats, mais aussi les soldats les mieux armés. C'est justement la raison pour laquelle on ne peut pas espérer un « coup foudroyant ».

La doctrine de Seeckt - une petite armée - n'est pas issue des conditions matérielles du militarisme, mais des limitations imposées par le traité de Versailles. Lorsqu'il put s'en affranchir, Hitler instaura le service militaire obligatoire. En Angleterre, où les traditions et les finances empêchent le service militaire obligatoire, il y a encore des théoriciens qui préconisent le remplacement des hommes par les machines. Mais le premier jour de guerre sera pour l'Angleterre, elle aussi, celui de l'appel sous les drapeaux.

À Rome et à Berlin, les stratèges - mais le peuple aussi - penchent pour les attaques aériennes qui iraient détruire d'un seul coup les centres vitaux de l'ennemi. On pense, en effet, que l'Allemagne et l'Italie manquent d'essence et d'or pour envisager de mener une guerre de longue haleine. Tout en vantant la capacité offensive de l'aviation, Göring se targue de l'efficacité de sa D.C.A.¹² qui devrait faire passer à l'adversaire toute velléité d'attaque. Le seul malheur, c'est que les autres pays aussi développent parallèlement leurs forces d'attaque et de défense aérienne. Un duel dans les airs peut amener un grand succès tactique, mais non pas une décision stratégique.

L'espoir qu'un quelconque « secret » technique extraordinaire qui permettrait de faire subitement échec à l'adversaire, pris à l'improviste, n'a plus de fondement. Chaque nouvelle découverte donne à la pensée des chercheurs une impulsion simultanée dans tous les pays civilisés. Plus que tout autre, la technique de la guerre est internationale : c'est bien là ce qui préoccupe espionnage et trusts de l'industrie de guerre. Les états-majors ont des secrets pour leur propre peuple, mais non pour les états-majors des autres pays.

Aucune armée ne peut tenir en réserve, en même temps que des boîtes de conserve, des miracles chimiques ou électriques tout faits. Toute invention est soumise à une épreuve que seule

¹⁰ John Fuller (1878-1966) : historien de la première guerre mondiale, spécialiste de l'utilisation de l'arme blindée, considéré comme un des spécialistes les plus pénétrants des questions militaires avant la guerre aux États-Unis.

¹¹ Hans von Seeckt (1866-1936) : officier prussien, fut l'organisateur de Reichswehr dans le cadre étroit que lui laissaient les clauses militaires du traité de Versailles.

¹² La D.C.A., défense contre avions, est parfois appelée aussi défense anti-aérienne.

la guerre peut fournir. La mise en marche d'une production massive de machines de guerre exige un an et même deux. Déjà, pour cette seule raison, on ne peut pas dire que, dès le début de la guerre, des moyens « décisifs » quelconques d'ordre technique, qui n'auront pas été mis à l'épreuve par le passé, seront utilisés.

Dans la guerre, l'éclectisme va beaucoup plus loin que dans l'économie. En général, une guerre commence au stade où la dernière s'est terminée. Les nouveaux moyens s'associeront, peu à peu, aux anciens et rendront l'armée plus pesante et plus vaste. Dans le domaine de l'économie capitaliste, où le degré de production est limité par le pouvoir d'achat de la population, les machines commencent, à un certain niveau, à remplacer les hommes. Dans le domaine militaire, ces limitations n'existent pas : les hommes sont exterminés indépendamment de leur « pouvoir d'achat ». Malgré les transports motorisés, les armées contemporaines exigent, comme du temps de Napoléon¹³, un cheval pour trois hommes. En chiffres absolus, cela représente une armée de millions de chevaux. Exactement de la même manière, et malgré la mécanisation de toutes les branches militaires, le nombre des hommes qui servent les machines de guerre ne diminuera pas, mais augmentera.

Les opérations militaires des temps derniers (Extrême-Orient, Abyssinie, Espagne), malgré leur caractère fragmentaire, ont été suffisantes pour ramener, une fois pour toutes, la pensée stratégique du ciel sur la terre. Plus les dangers de guerre s'approchent, plus la stratégie officielle revient aux modèles éprouvés. Aujourd'hui, toutes les puissances navales sont occupées à moderniser ou à construire de nouveaux vaisseaux de ligne gigantesques qui, dès les premières années d'après la dernière guerre, étaient souvent comptés dans la catégorie des dinosaures. Dans ce cas, il est bien possible que l'on ait trop régressé. Dans le domaine naval, où la machine domine l'homme despotiquement, la pensée stratégique est particulièrement conservatrice et pesante.

Quel que soit le nombre de ses cuirassés, l'Angleterre sera de nouveau forcée de se défendre sur le continent européen. Les hommes ne vivent ni sur la mer ni dans les airs, mais sur terre. Les flottes maritimes et aériennes ne constituent qu'un moyen de secours pour l'invasion du territoire ennemi ou pour la défense de leur propre territoire. Le sort de la guerre se décidera sur terre. L'armée de terre reste, sinon à l'échelle mondiale, du moins à celle de la force d'attaque et de défense essentielle. La base de l'armée est constituée par l'infanterie. Plus elle est importante, toutes chances égales, plus grandes sont les chances de victoire.

La guerre sera totale, ce qui ne s'exprime pas seulement par le fait que les opérations se dérouleront simultanément sur terre, sous la terre, sur l'eau, sous l'eau et dans les airs, y compris la stratosphère, mais aussi par le fait que la guerre emportera dans son torrent l'ensemble de la population, toute sa richesse matérielle et spirituelle. Une partie de l'humanité se battra sur le front des trois dimensions. Une autre fabriquera des munitions, souffrira de la faim, et crèvera à l'« arrière ». Malgré la conquête de l'azur, de la stratosphère et du pôle, malgré les rayons de la mort et autres horreurs apocalyptiques, l'armée sera tout aussi enfoncée dans la boue que pendant la dernière guerre et, peut-être, encore bien plus profondément,

Reste évidemment la différence du niveau économique et technique des différents pays. Les avantages d'une culture supérieure se feront sentir d'une manière particulièrement marquée pendant la guerre. Même si un « secret » était connu de tous les belligérants, la capacité de matérialiser cette arme d'une manière massive sera néanmoins inégale. Cependant, la différence de niveau sera en grande partie neutralisée, comme au cours de la dernière guerre, par la manière dont seront groupés les divers pays dans les deux camps. C'est ainsi que la prédominance par trop évidente de l'Allemagne sur la France, si elle se faisait véritablement jour, provoquerait de la part de la Grande-Bretagne un effort redoublé : en même temps, elle pourrait effrayer l'Italie et lui dicter une attitude d'expectative ou même un rapprochement avec la France. En supposant, ensuite, que la supériorité de la technique militaire allemande assure à celle-ci de

¹³ Napoléon Ier (1769-1821).

grands succès dans la lutte contre la Grande-Bretagne – de même au cas contraire –, alors les États-Unis se verraient forcés de sortir de leur neutralité.

La dépendance mutuelle de toutes les parties de notre planète est trop grande pour qu'on puisse espérer la localisation du combat militaire. Quels que soient l'endroit et l'occasion qui déclencheront la guerre, les succès d'une des grandes puissances ne signifieraient pas la fin de la guerre, mais l'extension de son rayon. La crainte du vainqueur occasionnerait l'élargissement de la coalition ennemie. La spirale de la guerre saisira irrésistiblement notre planète entière. Le seul point neutre sera peut-être le pôle sud; le pôle nord servira en tout cas de point d'appui pour avions militaires. Abandonnée à sa propre logique, la guerre mondiale serait, dans les conditions actuelles de la technique, une méthode compliquée et très coûteuse de suicide de l'humanité. On pourrait obtenir le même résultat d'une manière bien plus simple, c'est-à-dire en enfermant l'humanité dans une cage d'environ un kilomètre cube et en plongeant cette cage dans un des océans. La technique moderne serait tout à fait à même d'accomplir ce « coup bref et décisif »; il serait bien moins cher que le programme militaire de l'une quelconque des grandes puissances.

Guerre et révolution

Les grands et les forts remportent des victoires sur les petits et les faibles. La situation militaire, l'envergure du territoire, le nombre de la population, les sources de matières premières, les réserves d'or et la technique assurent aux États-Unis une puissante supériorité sur les autres pays. À supposer que la guerre mondiale dure jusqu'à sa fin naturelle, c'est-à-dire jusqu'à l'épuisement complet des camps, il faut arriver à la conclusion que la domination de notre planète échoira aux États-Unis. Mais une domination qui s'exercerait sur la destruction et la ruine, sur la faim, les épidémies et l'état sauvage, signifierait inévitablement aussi la chute de la civilisation des États-Unis. Dans quelle mesure cette perspective est-elle réelle ? La ruine lente de l'humanité à la suite de la nouvelle guerre n'est pas exclue. Mais ce n'est heureusement pas la seule perspective. Longtemps avant que la dévastation mutuelle des peuples ait atteint sa fin, la structure politique et sociale de chaque pays sera mise à l'épreuve. La révolution peut mettre un terme à l'œuvre de la guerre.

Nous avons dit plus haut pourquoi nous sommes peu enclins à nourrir l'espoir que le prolétariat, à l'instant nécessaire, aura la force de s'insurger ouvertement contre les opérations militaires. Au contraire, durant les mois de l'approche du danger de guerre, ainsi que durant la première période de la guerre, les masses, grâce à un réflexe naturel, seront dominées par les tendances « étatiques », centripètes, patriotiques. Cela est vrai pour les classes et groupes nationaux à l'intérieur de divers États, aussi bien que, par exemple, pour les parties composantes de l'empire britannique. Cependant, le cours ultérieur des opérations militaires, entraînant la paupérisation, la barbarie et le désespoir, non seulement donnera naissance mais portera à leur paroxysme des frictions, des antagonismes qui, tôt ou tard, s'exprimeront par des insurrections et des révolutions. Il va de soi que, dans ce cas aussi, la guerre reste le plus grand désastre qui puisse frapper l'humanité. Mais, plus vite les masses populaires y mettront fin, plus facilement l'humanité pourra guérir les blessures qu'elle se sera faites elle-même. Mais, sous cet angle, que peut-on dire de la durée de la guerre future ?

Le nouveau massacre des peuples commençant là où le dernier a fini, les destructions de vies humaines et les dépenses en matériel de guerre seront, dès le début, de beaucoup plus élevées qu'au début de la dernière guerre, tout en ayant tendance à un accroissement rapide. Les rythmes seront plus fébriles, les forces destructives plus grandioses, les souffrances des peuples plus insupportables. Il y a donc tout lieu de penser que la réaction des masses se fera jour, non pas après deux ans et demi, comme dans la Russie tsariste, ou après plus de quatre ans, comme en Allemagne et en Autriche-Hongrie, mais bien plus tôt. Cependant, seuls les événements eux-mêmes peuvent donner une réponse définitive à la question des délais.

Dans tout cela, que deviendra, au cours de la prochaine guerre, la structure interne de l'U.R.S.S. ? L'appréciation du régime soviétique et de l'Armée rouge par l'opinion publique occidentale a parcouru plusieurs stades. Le chaos du premier plan quinquennal a fait baisser à

zéro le poids spécifique de l'Union soviétique dans l'arène mondiale. L'accroissement ultérieur de l'industrie, donc aussi de l'industrie de guerre - sur le fond de la crise mondiale -, a beaucoup fait monter le prestige de l'U.R.S.S. La crainte qu'inspirait à la France la politique de revanche de l'Allemagne a donné à la diplomatie soviétique l'occasion de devenir un facteur imposant de la politique européenne. Le renom de l'Armée rouge s'est accru en même temps, non pas de jour en jour, mais d'heure en heure. Mais cela ne dura pas longtemps. L'épuration politique sanglante dictée par les intérêts de la clique dirigeante, entraînant la suppression des meilleurs généraux, provoqua partout une vive réaction. La capitulation lamentable de la diplomatie soviétique dans la question des îles de l'Amour donna au Japon le courage pour une nouvelle attaque contre la Chine, tout en conférant plus de poids au conseil que Londres donnait à Paris : ne pas se fier à Moscou, chercher l'entente avec Berlin.

Cependant, la dépréciation actuelle de l'Armée rouge est tout aussi unilatérale que la croyance d'hier dans la domination inébranlable de Staline. Les fausses accusations contre les idoles d'hier, et leur exécution, portent naturellement l'incertitude et la démoralisation dans les rangs de l'Armée rouge. Cependant, les revues militaires et les manœuvres qui exposent devant les généraux étrangers l'endurance, la mobilité et l'ingéniosité du soldat et de l'officier soviétiques, restent une réalité, de même que la haute qualité du tank et de l'avion soviétique, l'audace et l'art de l'aviateur soviétique. Les épurations sanglantes qui ruinent la défense démontrent avant tout que l'oligarchie régnante est entrée en contradiction irréductible avec le peuple et, en même temps, avec l'Armée rouge. D'autre part, l'âpreté de la contradiction démontre par elle-même le puissant développement économique et culturel du pays, qui s'accommode de plus en plus difficilement du régime de Staline. La révolution politique de l'U.R.S.S., c'est-à-dire la chute de la caste bureaucratique, qui est pourrie jusqu'à la moelle, sera, sans aucun doute, une des premières conséquences de la guerre. Cependant, tout laisse supposer que, si l'humanité tout entière n'est pas rejetée dans la barbarie, les bases sociales du régime soviétique (les nouvelles formes de propriété et l'économie planifiée) résisteront à l'épreuve de la guerre et en sortiront même fortifiées. Le Japon est bien loin. Dans la préparation de la lutte contre lui, on a créé en Extrême-Orient des bases indépendantes qui, en dépit de leur puissance, conservent un caractère provincial. Même dans l'éventualité peu probable des plus grands succès, le Japon est incapable de pénétrer jusqu'aux centres vitaux de l'Union soviétique. Il ne saurait être question d'une guerre séparée entre l'Italie et l'U.R.S.S. Le principal ennemi, le plus proche et le plus dangereux demeure l'Allemagne.

La protestation habituelle de Hitler selon laquelle l'absence de « frontières communes » entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. exclut la possibilité d'une guerre relève de ce type de subterfuge qui caractérise tous les discours de ce « génie » totalitaire. La mer Baltique ne fait pas que séparer l'Allemagne et l'U.R.S.S., elle les unit. Depuis le retrait de Russie de l'Estonie et de la Finlande, la forteresse historique de Cronstadt gît dans un cul-de-sac derrière elles. Leningrad aussi, deuxième ville du pays et centre de munitions, est vulnérable. Un coup contre l'une et l'autre peut être attendu et pourrait être exécuté non seulement par air et par mer, mais aussi par terre. Même au cours de la dernière guerre, la Finlande - à l'époque elle faisait partie de l'empire tsariste - est devenue même si ce fut pour peu de temps, une base militaire pour l'Allemagne. Le même est vrai de l'Estonie et de la Lithuanie. Hitler peut essayer dans cette direction de corriger et d'enrichir l'expérience de Guillaume II¹⁴.

Au sud de ces États Baltes, l'Allemagne est séparée de l'U.R.S.S. essentiellement par la Pologne et en partie par la Roumanie. La Tchécoslovaquie est devenue pour l'Allemagne moins une barrière qu'un pont sur la route de l'Est. Des frontières orientales de la Tchécoslovaquie à l'Ukraine, la Terre Promise de Hitler, il n'y a que quelques milliers de kilomètres.

¹⁴ *Guillaume II* de Hohenzollern (1859-1941) était empereur (Kaiser) d'Allemagne jusqu'à son abdication en novembre 1918. Depuis la révolution russe, il s'était employé à faire des États baltes que son armée occupait autant de bastions contre la révolution.

La Pologne et la Roumanie auraient bien entendu en cas de guerre à choisir entre deux adversaires infiniment plus puissants qu'elles. Quel que soit leur choix, elles seraient non seulement les boulevards de la guerre, mais ses premiers champs de bataille.

La possibilité d'une action annexe de l'Italie sur la mer Noire - contre l'Ukraine, contre la Crimée et le Caucase – dépendrait dans une large mesure de la position prise par la Turquie, c'est-à-dire en dernière analyse, du rapport de forces entre les principaux adversaires, ou plus exactement de son évaluation à Ankara, comme dans les autres capitales de l'Europe du sud-est.

Pour l'Allemagne, la guerre, dans tous les sens stratégiques que j'ai indiqués, serait une guerre offensive; pour l'U.R.S.S., elle serait défensive. Il y a là pour les soviets un énorme avantage militaire. Malgré la situation défavorable de la base navale soviétique dans le goulot du golfe de Finlande, la force de la marine et de l'aviation russes pourrait transformer en désastre complet l'aventure balte de Hitler. Il en est de même pour la mer Noire, dans laquelle, en outre, la base soviétique est infiniment mieux située et où l'Italie est plus éloignée.

Toute la frontière occidentale de l'U.R.S.S est fortifiée solidement. Les troupes sont habituées à leurs bases. Les distances soviétiques sont grandes. L'intervalle que constitue la Pologne et la Roumanie neutralise de façon importante l'avantage des chemins de fer allemands. Le reste dépendra du « facteur moral », c'est-à-dire des hommes vivants, le soldat rouge, l'ouvrier, le paysan. L'issue de la guerre est en dernière analyse décidée par la guerre elle-même.

Quant au monde capitaliste, on peut affirmer, par avance, comme une loi inébranlable, que les régimes qui tomberont les premiers sur les champs de bataille seront ceux des pays où la question agraire n'aura pas trouvé en temps opportun une solution démocratique, et où l'héritage du servage exacerbe les plaies du capitalisme. Cette fois, le chaînon le plus faible dans la chaîne des grandes puissances sera le Japon. Son ordre social, un capitalisme militarisé s'appuyant sur une barbarie semi-féodale, tombera sous les coups de la guerre, victime d'une catastrophe grandiose. Parmi les États de seconde ou de troisième grandeur, les dangers les plus grands menacent la Pologne, la Roumanie et la Hongrie où les masses paysannes ne sont pas véritablement sorties de l'ancien esclavage.

Les suivants dans la série sont les régimes fascistes : ce n'est pas par hasard que le fascisme est venu au pouvoir spécialement dans les pays où les contradictions intérieures étaient parvenues à la plus grande acuité. Il est vrai que les États totalitaires jouissent d'avantages appréciables dans le domaine militaire - et essentiellement d'une totale liberté de manœuvre due à l'absence de contradiction intérieure. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de résistances. Celles-ci existent souterrainement et surgiront au moment de l'explosion. En Allemagne et en Italie, le manque de vivres et de matières premières condamnera les masses à des souffrances insupportables. En admettant que ces États puissent remporter de grands succès militaires dans les débuts de la guerre - et c'est ce qui arrivera certainement -, ils seront néanmoins à l'étape suivante, et plus tôt que leurs adversaires, le théâtre d'ébranlements sociaux.

Cependant, la différence n'est qu'une question de temps. La guerre égalise les régimes. Dans tous les pays, l'économie sera soumise au contrôle étatique. Comme toujours, la censure militaire sera aussi une censure politique. L'opposition sera réprimée. Le mensonge officiel jouira des droits de monopole. La séparation entre l'arrière et le front disparaîtra. La justice militaire s'étendra à tout le pays. Les problèmes de matériel de guerre et de sources de matières premières seront beaucoup plus décisifs que les principes politiques.

La position de la France dans le monde, telle qu'elle a été fixée par le traité de Versailles, ne correspond aucunement aux ressources réelles de la République. Sa population ne s'accroît pas. L'économie stagne. Elle n'a pas de pétrole à elle. Les ressources en charbon sont insuffisantes. Les finances sont ébranlées. Plus que dans tout autre pays, la sécurité nationale de la France dépend de l'extérieur : de la Grande-Bretagne et des États-Unis, sinon de l'U.R.S.S. La guerre rejettera la France dans le rôle d'une puissance de deuxième ordre. En même temps que sa situation mondiale, son ordre social sera ébranlé.

Les tendances centrifuges de l'empire britannique résultent de la disproportion entre la puissance réelle de la métropole et son héritage historique. Par des réarmements gigantesques, la métropole veut prouver aux colonies et aux dominions qu'elle seule est capable de garantir leur inviolabilité. Les dépenses pour la défense de l'empire grandissent plus vite que le profit qui en résulte. Une telle façon d'administrer mène inévitablement à la faillite. La nouvelle guerre signifiera pour la Grande-Bretagne affaiblissement et ruine. L'effondrement de cette puissance impérialiste ouvrirait, à son tour, une époque d'ébranlements sociaux. La guerre aura des conséquences sensibles pour chaque pays. Dans l'angoisse et les tourments, le monde entier changera de face.

Notre pronostic peut paraître sombre. Ce n'est pas notre faute : sur la palette de notre époque, il n'y a ni rose, ni bleu ciel. Nous sommes obligés de tirer des conclusions des faits, et non de nos propres désirs. Le vieux Spinoza enseignait avec justesse : ni rire ni pleurer, mais comprendre¹⁵.

¹⁵ Trotsky cite souvent cette phrase de Baruch *Spinoza* (1632-1677) dont il n'est pas certain qu'il ait lu le travail dont elle est extraite.

La vérification des idées et des individus à travers l'expérience de la révolution espagnole

24 août 1937

Ce texte a paru pour la première fois dans le Bulletin intérieur du Parti Socialiste Révolutionnaire belge, n° 9, novembre 1937, avec les mentions « *À ne pas publier. Seulement pour les membres de l'organisation* », et « *À toutes les organisations adhérant à la Quatrième Internationale* ». Dans ce bulletin, le texte, signé Crux, est précédé d'une déclaration du C.C. du P.S.R. indiquant que le retard de sa publication est dû au fait que les éditeurs ont attendu la réponse de Vereecken - mentionné sous la forme abrégée de « Ver. », comme dans le texte - qui n'a pu en rédiger que la première partie. Celle-ci est reproduite à la fin du bulletin sous le titre « *La Vérification des individus, des idées, des moyens et des méthodes pour faire triompher les idées, à travers l'expérience de la révolution espagnole* ». Nous l'avons largement utilisée dans les notes ci-dessous. À noter que Vereecken n'a jamais achevé la rédaction de sa réponse.

Notes de P. Broué.

La révolution espagnole revêt aux yeux des ouvriers avancés une signification énorme, non seulement en tant qu'événement historique d'une importance primordiale, mais aussi comme école supérieure de stratégie révolutionnaire. Les idées et les individus sont soumis à une vérification exceptionnellement importante et, pourrait-on dire, infaillible. C'est une obligation pour tout marxiste sérieux que d'étudier non seulement les événements de la révolution, mais aussi les positions politiques que divers groupements et des militants isolés prennent, dans notre sein même, face aux événements espagnols.

Le camarade Vereecken et le camarade Sneevliet¹.

Je voudrais dans cette lettre m'arrêter sur un exemple particulier mais au plus haut degré instructif, à savoir la position du camarade Vereecken, l'un des militants dirigeants de notre section belge. Vereecken fut rapporteur sur la question espagnole à la séance du comité central du parti socialiste révolutionnaire² de la fin de juillet de cette année. Le compte-rendu de son rapport, reproduit dans le bulletin intérieur de la section belge de juin-juillet, est fort bref, dans les vingt-cinq lignes au plus, mais donne néanmoins un tableau suffisamment clair des erreurs du camarade Vereecken, erreurs très dangereuses tant pour notre section belge que pour toute l'Internationale³.

¹ Vereecken devait protester dans le texte mentionné à la note précédente contre l'association ainsi établie par Trotsky entre Sneevliet et lui. Le R.S.A.P., parti de Sneevliet, avait pris part à la conférence de Bruxelles organisée par le Bureau de Londres. Gorkin avait écrit à son propos, dans *La Batalla* du 22 novembre 1937, qu'il avait « *décidé de se tenir à l'écart du centre pour la IV^e Internationale et de collaborer avec le P.O.U.M. dont il approuvait les positions politiques* », sans provoquer le démenti de Sneevliet ni du R.S.A.P. *La Lutte ouvrière* du 5 juillet avait publié une déclaration du Bureau du centre pour la IV^e qui dressait un bilan pessimiste de ses relations avec le R.S.A.P. et les rendait ainsi publiques. Vereecken, lui, était minoritaire dans son parti mais n'en avait pas enfreint la discipline. Il considérait comme une faute politique grave l'entrée du P.O.U.M. dans le conseil de la Généralité, que Sneevliet, au contraire approuvait. Cependant les deux hommes étaient très proches, comme l'a prouvé la lutte obstinée du fidèle Vereecken pour que Sneevliet soit, après la guerre, « réhabilité » par la IV^e Internationale et lavé des accusations lancées contre lui par Trotsky.

² Le P.S.R., fondé en octobre 1936 par la fusion de l'Action socialiste révolutionnaire, de Walter Dauge - tendance exclue du parti socialiste où se trouvaient les trotskistes « entrés » de Léon Lesoil - et du groupe Spartacus de Vereecken, qui avaient scissionné au moment de l'adoption de la politique entriste, était adhérent au Centre pour la IV^e Internationale.

³ Il ne nous a pas été possible de nous reporter au texte de ce compte-rendu, dont Trotsky donne d'abondantes citations dans les lignes suivantes, sans que Vereecken en conteste l'authenticité, même quand il en discute l'interprétation, et surtout la brièveté, résumé frisant selon lui la caricature et rédigé par un secrétaire de séance

Le camarade Sneevliet, chef du R.S.A.P. hollandais, s'est, comme on le sait, complètement solidarisé avec la politique du P.O.U.M.⁴ et a ainsi clairement révélé combien il s'est éloigné du marxisme révolutionnaire. En ce qui concerne le camarade Vereecken, les choses sont quelque peu différentes. Vereecken est plus prudent. Ses raisonnements, tant passés que présents, sont parsemés de réserves : « d'une part... », « d'autre part... ». Il a à l'égard du P.O.U.M. une position « critique » qui emprunte de nombreux arguments à notre arsenal commun. Mais, au fond, sa position centriste risque beaucoup plus que celle du camarade Sneevliet d'apporter du trouble dans nos rangs⁵. C'est pourquoi il est nécessaire de soumettre les conceptions de Vereecken à une critique attentive.

Le fatalisme optimiste, caractéristique du centrisme.

Vereecken a présenté son rapport avant l'écrasement du P.O.U.M. et avant l'assassinat scélérat de son chef par les agents de Staline en Espagne, Antonov-Ovseenko et autres. Nous défendrons implacablement la mémoire de Nin et de ses compagnons contre les calomnies des canailles de Moscou et d'ailleurs. Mais le sort tragique de Nin ne peut modifier nos appréciations politiques, dictées par les intérêts historiques du prolétariat et non par des considérations sentimentales. Depuis longtemps, le camarade Vereecken a apprécié le P.O.U.M. de façon totalement erronée, pensant que, sous la pression des événements, ce parti devrait pour ainsi dire, évoluer « automatiquement » à gauche, et que notre politique en Espagne devrait se borner à un « soutien critique » du P.O.U.M. Les événements n'ont absolument pas confirmé ce pronostic fataliste et optimiste, tout à fait caractéristique de la pensée centriste, mais nullement de la pensée marxiste.

Il suffit de rappeler ici que c'est du même optimisme fataliste qu'était imprégnée toute la politique du P.O.U.M. dont la direction s'est adaptée aux chefs anarchistes dans l'espoir qu'ils entreraient automatiquement dans la voie de la révolution prolétarienne⁶, tout comme Vereecken s'est adapté aux chefs du P.O.U.M. Toutes ces espérances ont été cruellement déçues : les événements ont rejeté à droite les chefs anarchistes, de même que les chefs du P.O.U.M. Au lieu de reconnaître ouvertement le caractère erroné de sa politique, Vereecken veut passer subrepticement sur une nouvelle position, qui ne se distingue de celle de la veille que par une confusion plus grande encore.

Caractérisation du P.O.U.M.

A la différence de la C.N.T. et de la F.A.I. qui existent depuis des années - ainsi Vereecken commence-t-il son rapport -, « le P.O.U.M. est récent, hétérogène, la gauche y est faible. » Cette caractérisation constitue une condamnation radicale, non seulement de la position de Sneevliet, mais aussi de la politique antérieure de Vereecken lui-même. Car où est l'évolution à gauche que l'on nous avait promise ? En même temps, cette caractérisation du P.O.U.M. se distingue par une imprécision voulue. « L'aile gauche » ? Le mot « gauche » ne signifie rien ici. S'agit-il de la fraction marxiste du P.O.U.M. ou de sa fraction centriste de gauche ?⁷ Consciemment, Vereecken

partial.

⁴ Dès le mois de septembre 1936, *La Batalla* publie des extraits de *Nieuwe Fakkel*, organe du R.S.A.P., et un article de Sneevliet (21 septembre 1936).

⁵ Trotsky dévoile ici son véritable souci. La position qui est la sienne - quoi qu'il lui en coûte sur le plan de l'amitié personnelle - est mal comprise dans les rangs des sections pour la IV^e Internationale, et provoque bien des réticences, à défaut de véritable résistance. De ce point de vue, la position nuancée de Vereecken à l'égard du P.O.U.M. est plus dangereuse que l'inconditionnalité de Sneevliet.

⁶ Juan Andrade écrit, par exemple le 15 avril 1937, deux semaines avant les journées de mai : « On peut dire que l'avenir du cours que suit la révolution espagnole dépend absolument de l'attitude qu'adoptent la C.N.T. et la F.A.I. et de la capacité que montrent leurs dirigeants à orienter les masses qu'elles influencent » (*La Révolution espagnole*, n° 15)

⁷ Par « fraction marxiste », Trotsky ne peut entendre que « fraction trotskiste » ; il entend vraisemblablement par « fraction centriste de gauche » ce qu'on appelle généralement « la gauche » du P.O.U.M., à savoir Juan Andrade et peut-être les dirigeants de la J.C.I., autour de Wilebaldo Solano.

refuse de répondre à cette question. Nous répondrons donc pour lui : aucune fraction marxiste conséquente n'existe dans le P.O.U.M. après l'exclusion des trotskistes. Mais même la fraction centriste de gauche est faible, et, sur ce point, Vereecken a raison. Toutefois, cela signifie seulement qu'après six années d'expérience de la révolution, la politique du P.O.U.M. est déterminée par les centristes de droite⁸. Telle est la vérité, sans fard.

Le camarade Vereecken « critique » le P.O.U.M.

Écoutons maintenant la façon dont Vereecken critique le P.O.U.M. :

« Fautes du P.O.U.M. : ralliement au Front populaire lors des élections. Il répara cette erreur le 19 juillet par la lutte armée. Autre faute : participation au gouvernement et dissolution des comités. Mais, après sa sortie du gouvernement, une clarification s'opéra dans le P.O.U.M. »

Tout cela rappelle à première vue une critique marxiste. En fait, Vereecken utilise des fragments stérilisés de la critique marxiste, non pour dévoiler, mais au contraire pour dissimuler la politique opportuniste du P.O.U.M. - la sienne. Et, d'abord, il saute aux yeux que, pour notre critique, il s'agit d'« erreurs » isolées du P.O.U.M., non d'une caractérisation marxiste de l'ensemble de sa politique. Toute organisation peut commettre des « erreurs » : Marx a commis des erreurs, Lénine a commis des erreurs et le parti bolchevique dans son ensemble en commit également. Mais elles furent corrigées à temps, grâce à une ligne fondamentale correcte. Dans le cas du P.O.U.M., il ne s'agit pas d'« erreurs » isolées, mais d'une ligne fondamentalement non révolutionnaire, centriste, c'est-à-dire, au fond, opportuniste. Autrement dit, pour un parti révolutionnaire, les erreurs sont l'exception ; pour le P.O.U.M., l'exception, ce sont des positions correctes.

Le 19 juillet 1936.

Vereecken nous rappelle que le P.O.U.M., le 19 juillet 1936 a participé à la lutte armée. Évidemment ! Seule une organisation contre-révolutionnaire pouvait ne pas participer à cette lutte qui embrasait tout le prolétariat ; et aucun de nous n'a traité le P.O.U.M. d'« organisation contre-révolutionnaire » ! Mais en quoi sa participation à la lutte des masses qui, au cours de ces journées, ont imposé leur politique et aux anarchistes et aux socialistes et aux poumistes, pouvait-elle « réparer » l'« erreur » d'avoir participé au Front populaire ? Le P.O.U.M. a-t-il modifié l'orientation politique fondamentale qui est la sienne ? Nullement.

La lutte du 19 juillet, bien qu'elle se soit soldée par la victoire réelle des ouvriers, s'est terminée sur une équivoque de dualité de pouvoirs, uniquement parce qu'il n'existait pas d'organisation aux idées suffisamment claires et au courage nécessaire pour mener la lutte jusqu'au bout. La participation du P.O.U.M. au Front populaire n'a pas été une « erreur » fortuite, mais le signe infaillible de son opportunisme. Au cours des journées de juillet, c'était la situation extérieure qui avait changé, non le caractère centriste du parti. Le P.O.U.M. s'est adapté à l'insurrection ouvrière de la même façon que, quelques mois auparavant, il s'était adapté à la mécanique électorale du Front populaire. Le zigzag à gauche du centrisme complète son zigzag à droite mais ne le « répare » en rien. Pendant son zigzag à droite, le P.O.U.M. a conservé intégralement sa position hybride et ainsi préparé la catastrophe à venir.

La participation au gouvernement.

« L'autre faute, écrit Vereecken, fut la participation au gouvernement et la dissolution des comités. » Mais d'où a bien pu provenir cette « autre faute », si la participation à l'insurrection de juillet avait « réparé »

⁸ Vereecken répond que l'erreur de Trotsky était d'avoir cru que le P.O.U.M. « ne pouvait plus se débarrasser de sa droite » et que la politique sectaire du S. I. et du Centre pour la IV^e avait précisément considérablement renforcé la droite du P.O.U.M. Il rendait plus explicite son propre point de vue en écrivant : « Le P.O.U.M., par la politique de sa direction, était centriste, mais, par sa composition sociale et la pression des événements, il pouvait et peut encore devenir un parti capable de conduire les masses à la prise du pouvoir. » C'est apparemment ce que Trotsky lui-même pensait encore en juillet-août 1936, mais qu'il n'osait plus espérer déjà en avril 1937.

la politique erronée de la période précédente ? En fait, la participation au gouvernement a constitué un nouveau zigzag qui découlait de la nature centrisme du parti. Le camarade Sneevliet a écrit qu'il « comprenait » cette participation. Cette formule ambiguë, hélas, ne fait que démontrer que Sneevliet *ne comprend pas* les lois de la lutte des classes à l'époque de la révolution. Les journées de juillet 1936 - à un moment où le prolétariat catalan, avec une direction juste, aurait pu, sans efforts ni sacrifices supplémentaires, s'emparer de tout le pouvoir et ouvrir dans toute l'Espagne l'ère de la dictature du prolétariat - se sont terminées, en grande partie par la faute du P.O.U.M., par un régime de dualité de pouvoir, c'est-à-dire un partage provisoire du pouvoir entre le prolétariat les comités - et la bourgeoisie représentée par ses laquais, dirigeants staliniens, anarchistes et socialistes. L'intérêt des ouvriers était d'en finir au plus vite avec cette équivoque dangereuse en faisant passer tout le pouvoir aux comités, c'est-à-dire aux soviets espagnols. En revanche, la tâche de la bourgeoisie était d'anéantir les comités au nom de l'« unité du pouvoir ». La participation de Nin au gouvernement a constitué une partie du plan de la bourgeoisie contre le prolétariat. Si Sneevliet « comprend » pareille chose, tant pis pour lui. Vereecken, lui, est plus prudent ; il écrit que la participation au gouvernement a été l'« autre faute ». Pas mal, cette « faute » qui consistait à soutenir directement le gouvernement de la bourgeoisie contre les comités ouvriers !

« Mais, s'empresse d'ajouter Vereecken pour briser la pointe de sa propre critique, après sa sortie du gouvernement, une clarification s'est opérée dans le P.O.U.M. »

C'est là une contre-vérité manifeste, déjà réfutée, par Vereecken lui-même, dans sa caractérisation déjà citée du P.O.U.M. comme un « parti hétérogène » dans lequel la gauche était faible. Qu'est-ce donc que cette « clarification » après laquelle le centrisme de gauche lui-même continue à n'être dans ce parti qu'une petite minorité ? Ou peut-être faut-il entendre que la « clarification » a pris la forme de... l'exclusion des bolcheviks-léninistes ?

La critique du Secrétariat international.

Mais Vereecken va encore plus loin dans sa défense avocassière du centrisme. Énumérant les « fautes » du P.O.U.M., il s'empresse, tout de suite après, sans doute par souci de symétrie, d'énumérer celles du Secrétariat international. Citons-le une fois de plus littéralement :

« Fautes du S.I. : dix jours après le 19 juillet, à Paris, on n'avait pas de position. On ne voyait pas l'importance des événements. On n'a pas assisté à la conférence de Bruxelles ; on a appliqué trop à la lettre la résolution de Paris. On aurait dû profiter de cette occasion pour pousser le P.O.U.M. vers une politique révolutionnaire. On s'est coupé de Nin en publiant la lettre de Trotsky. »

On ne peut en croire ses yeux à la lecture de cette somme d'« accusations » : évidemment, le S.I. a pu commettre telle ou telle négligence pratique, voire telle ou telle faute politique. Mais les mettre sur le même plan que la politique du P.O.U.M. ne serait possible qu'à un homme en position d'arbitre entre un parti qui nous combat et notre propre organisation internationale. Le camarade Vereecken révèle ici - et ce n'est pas la première fois - une absence de sens des proportions désespérante. Examinons pourtant de plus près ses accusations.

« Dix jours » après le 19 juillet, le S.I. n'avait pas de position. Admettons que ce soit vrai. Quelle en est la cause ? Le manque d'informations ? Une excessive prudence ? Vereecken ne le dit pas. Bien entendu, il vaut mieux avoir « immédiatement » une position juste. Le S.I. est l'institution administrative suprême. Il se devait d'être très prudent avant de prendre position politiquement, d'autant plus qu'il ne dirigeait pas directement - et ne pouvait pas diriger - la lutte en Espagne. Mais si le S.I., « dix jours plus tard », n'avait pas de position, le camarade Vereecken, pour sa part, un an après le 19 juillet, défend une position erronée. C'est bien pire.

La conférence de Bruxelles.

Il fallait, voyez-vous, participer encore une fois à la pitoyable et insignifiante conférence des centristes à Bruxelles, pour « pousser » le P.O.U.M. « vers la politique révolutionnaire ». Il s'avère

qu'il fallait agir sur le P.O.U.M. non à Barcelone, mais à Bruxelles. Non devant les masses révolutionnaires, mais dans la salle close d'une conférence. Comme si c'était la première fois que nous rencontrions les dirigeants du P.O.U.M. ! Comme si, au cours des six dernières années, nous n'avions pas essayé de les « pousser » dans la voie de la politique révolutionnaire ! Toutes les méthodes, toutes les voies possibles, nous les avons utilisées : correspondance abondante, articles nombreux et des brochures entières, liens d'organisation, envois de délégués, et enfin critique publique. Cependant, au lieu d'entrer dans la voie de la politique marxiste, les dirigeants du P.O.U.M., effrayés devant les exigences inexorables de la révolution, se sont définitivement engagés dans la voie du centrisme. Tout cela n'est évidemment pour Vereecken qu'un hasard sans importance. En revanche, c'est une énorme importance que devait revêtir... la conférence centriste de Bruxelles, où Vereecken, en présence d'un ou deux dirigeants du P.O.U.M., aurait fait un discours lequel, *dans le meilleur des cas*, n'aurait pu que répéter ce qui avait été dit et écrit des centaines de fois avant la conférence. Cette fois encore, chez le camarade Vereecken, le centriste se double d'un sectaire. Pour le sectaire, le moment suprême dans l'existence est celui où il s'exhibe à sa mille-et-unième conférence !

La lettre de Trotsky.

Enfin, dernière accusation, la publication de la lettre de Trotsky⁹. Cette dernière, autant que je sache, n'était pas destinée à publication. Mais il faut véritablement avoir perdu les derniers restes de sens politique pour voir dans sa publication un facteur important dans la détermination de nos rapports avec le P.O.U.M. La lettre qualifiait la participation à l'alliance avec la bourgeoisie de « trahison » du prolétariat¹⁰. Est-ce juste, oui ou non ? Nous n'avons jamais soupçonné la pureté des intentions de Nin. Mais l'appréciation politique portée sur sa participation au Front populaire comme un acte de trahison était parfaitement juste. Comment, dans ces conditions, la publication de cette lettre pouvait-elle nous « couper » de Nin ? Même avant cette publication, nous étions passablement coupés de lui, et pas par hasard : toute sa politique allait en sens contraire de la nôtre. Ce n'est pas à la suite d'un caprice que Nin a rompu avec nous, trois ans avant la publication de la lettre de Trotsky. A moins que Vereecken ne veuille dire qu'au lendemain des élections Nin évoluait vers nous et que la publication de cette lettre a arrêté cette évolution ?

Les paroles de Vereecken, en admettant qu'elles aient l'ombre d'une signification, ne peuvent en avoir une autre. En fait, nous le savons, Nin et ses amis ont continué à penser qu'ils avaient eu raison de participer au Front populaire, puis au gouvernement, et ils ont même revendiqué le renouvellement de cette participation. Et là, ce n'était pas d'une « erreur » qu'il s'agissait, mais de toute une ligne politique. Enfin, même si l'on admet que le P.O.U.M. aie compris l'« erreur » que constituait sa participation au Front populaire, comment la publication de cette lettre, même si elle contenait une caractérisation très vive de cette erreur, pouvait-elle empêcher l'évolution du P.O.U.M. ? Vereecken veut-il dire - en admettant qu'il veuille vraiment dire quelque chose - que Nin fut à ce point offensé par cette lettre que cela le décida à revenir vers sa position antérieure erronée ? C'est une hypothèse fort injurieuse pour Nin, qui était guidé par des idées politiques et non par d'étroites considérations d'amour-propre personnel¹¹.

⁹ D'après le texte de Trotsky, il s'agirait de la lettre au S.I. publiée dans *La Lutte ouvrière* du 15 août 1936 (ci-dessus pp. 335-338). Mais Vereecken, dans sa réponse, parle de « la lettre que Trotsky envoya naguère à la section de Madrid » (voir ci-dessus p. 292). Nous avons discuté cette question plus haut (voir p. 335, n. 1). En fait, toutes ces lettres reviennent sur le thème de ce que Trotsky appelle la « trahison » du P.O.U.M., exprimé pour la première fois dans l'article paru dans le *New Militant* du 15 février 1936 (voir ci-dessus pp. 285-291).

¹⁰ Tout en admettant qu'« objectivement, la participation électorale du P.O.U.M. au Front populaire était une trahison », au terme d'une longue discussion sur « trahison objective » et « trahison subjective », Vereecken conclura dans sa réponse que cette qualification de « trahison » était « fausse dans le fond et malhabile dans la forme ».

¹¹ Vereecken nie l'interprétation de sa pensée donnée ici par Trotsky : « Ce que nous prétendons, c'est que les qualificatifs employés dans cette lettre ont été resservis à toutes les sauces, et que, dans ce sens, ils ont desservi notre mouvement. » Deux ans plus tard, dans une brochure intitulée, *La Révolution espagnole assassinée*, Jean Rous, qui avait été l'envoyé du S.I. en Espagne en 1936, écrira « en se remémorant les faits » : « Nous ne sommes pas du tout sûrs qu'à l'égard du P.O.U.M. une certaine manière de poser des conditions

Telles sont les « fautes » du S.I. que Vereecken place sur le même plan que la politique centriste du P.O.U.M. Ce faisant, il ne fait que démontrer qu'il se situe lui-même dans une position d' « arbitre » entre le marxisme et le centrisme.

La préparation aux journées de mai 1937.

Vereecken en vient ensuite aux événements de mai de cette années : « On constate, dit-il, que le P.O.U.M. s'y attendait et s'armait. L'ampleur des événements surprit le parti. Mais n'importe quel parti aurait été surpris. »

Pas une phrase ici qui ne constitue une erreur - et non une erreur fortuite, mais le produit d'une ligne politique erronée. « Prévoir » les événements de mai et s'y préparer, on ne pouvait le faire que d'une seule façon : en déclarant une guerre implacable aux gouvernements de Catalogne et d'Espagne, en leur refusant toute collaboration politique, en opposant son parti à tous les autres, c'est-à-dire à leurs directions, en particulier et avant tout à la direction de la C.N.T. Ne pas permettre un seul instant aux masses de confondre les dirigeants révolutionnaires avec les laquais de la bourgeoisie ! Une politique intransigeante de ce type, avec, bien entendu, une participation active à la lutte militaire et aux mouvements révolutionnaires des masses, aurait assuré au P.O.U.M. une autorité inébranlable parmi les ouvriers anarchistes qui constituent la grande majorité du prolétariat catalan. Au lieu de cela, le P.O.U.M. réclamait le retour de ses dirigeants au sein du gouvernement contre-révolutionnaire et, dans le même temps, assurait dans chaque numéro de *La Batalla* que les ouvriers pouvaient prendre le pouvoir sans combat¹². C'est même dans ce but que le P.O.U.M. a lancé le projet d'un congrès spécifique convoqué par le gouvernement bourgeois afin de... transmettre le pouvoir aux ouvriers et aux paysans¹³. C'est

formelles, d'exiger des garanties toutes prêtes d'avance, n'ait pas desservi les idées bolcheviques-léninistes au lieu de les servir. » jugement d'autant plus remarquable que, quelques lignes plus haut, il évoque le départ « des groupes sectaires typiques à la manière de Vereecken ».

¹² Tel est en effet, nous l'avons vu, le thème central des discours de Nin dans la période qui précède les journées de mai : « Le prolétariat, dans les circonstances actuelles, peut prendre le pouvoir sans avoir recours à l'insurrection armée » (14 mars) ; « La classe ouvrière, avec les positions qu'elle conserve encore, peut s'en prendre au pouvoir sans recourir à la violence » (21 mars).

¹³ Nous avons vu ci-dessus, p. 386, n. 8, que le C.C. du P.O.U.M. du 30 mars 1937 avait réclamé la convocation de ce « congrès » par « un gouvernement constitué par des représentants de toutes les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière ». Le 10 avril, Nin réclamait un « gouvernement ouvrier et paysan » qui aurait à convoquer ce congrès, lequel élirait lui-même « le gouvernement à pleine autorité rendu nécessaire par la guerre et la révolution ». A cette confusion s'ajoutaient encore celles qu'introduisaient les organes de presse du P.O.U.M., interprétant à leur gré ce texte. *La Lutte ouvrière* du 9 avril 1937 opposait ainsi le programme du P.O.U.M. aux commentaires de l'hebdomadaire de ce même parti à Barcelone : « En même temps, dans l'*Hora*, on parlait d'une participation à un gouvernement où il y aurait moins de bourgeois. (...) *Hora* (...) publia, à la fin de février, un éditorial demandant la réintégration dans le gouvernement, "avec une meilleure représentation que la première fois, et une représentation moindre de l'Esquerra". C'est là son idée du gouvernement ouvrier et paysan. » Faut-il ajouter qu'une campagne pour un congrès des comités ne se concevait pas sans une campagne parallèle, voire préalable, pour la création des comités et que rien, à notre connaissance, ne fut fait pour cela, particulièrement là où le P.O.U.M. était majoritaire ? On peut d'autre part s'étonner que Trotsky n'ait pas éprouvé le besoin de polémiquer avec la formule employée plusieurs fois par Nin (par exemple dans *Los Problemas...* pp. 179, 198) de « Cortès constituantes des comités », etc. Dans sa lettre adressée en 1930 aux « trois » dirigeants italiens (Tresso-Blasco, Leonetti-Feroci, Ravazzoli-Santini) qui venaient d'être exclus de la direction du P.C. italien, il écrivait en effet : « Vous me rappelez que j'ai critiqué en son temps la formule d' « Assemblée républicaine à base de comités ouvriers et paysans », formule lancée jadis par le parti communiste italien. (...) je veux vous dire pourquoi j'estime cette formule erronée ou du moins équivoque. « l'Assemblée républicaine » constitue de toute évidence un organisme d'État bourgeois. Or, que sont les « comités ouvriers et paysans » ? Il est évident que c'est en quelque sorte un équivalent des soviets ouvriers et paysans. Alors, il faut le dire. Car des organismes de classe des ouvriers et des paysans pauvres, que vous les appeliez soviets ou comités, constituent toujours des organisations de lutte contre l'État bourgeois, puis deviennent des organismes de soulèvement, pour se transformer enfin, après la victoire, en organismes de dictature prolétarienne. Comment se peut-il, dans ces conditions, qu'une Assemblée républicaine - organe suprême de l'État bourgeois - ait comme « base » des organismes d'État prolétarien ? » (L. Trotsky, « Réponse aux camarades de la nouvelle opposition du P.C.I. », 14 mai 1930, *La Lutte de classes*, n° 23, juillet 1930, pp. 520-521.)

précisément la raison pour laquelle le P.O.U.M. a été surpris et pour quoi les événements de mai n'ont constitué pour lui qu'une nouvelle étape sur le chemin de la catastrophe. « Mais, s'écrie Vereecken, n'importe quel parti aurait été surpris ! » Cette phrase invraisemblable démontre une fois encore que Vereecken ignore la différence entre un parti centriste et un parti marxiste. On peut certes admettre qu'une insurrection jaillie véritablement des masses dépasse, dans une plus ou moins grande mesure, n'importe quel parti révolutionnaire. Mais toute la différence réside précisément dans cette mesure. Là aussi la quantité se change en qualité. Un parti centriste est emporté par les événements et s'y noie, tandis qu'un parti révolutionnaire, à la fin des fins, les domine et assure la victoire.

« Défensive, et non offensive ».

« Les 4 et 5 mai, continue Vereecken, sa politique (celle du P.O.U.M.) fut juste : défensive et non offensive. Marcher à la prise du pouvoir, c'était une aventure dans les circonstances du moment. La grande erreur du P.O.U.M. fut de créer des illusions pendant la retraite et de faire passer la défaite pour une victoire. »

On voit avec quelle précision d'apothicaire Vereecken pèse et balance les actions « justes » et les « fautes » du P.O.U.M. Cependant, l'ensemble de son raisonnement est faux. Qui a dit - et où - qu'aller en mai à la prise du pouvoir était une aventure ? Telle n'était pas, avant tout, l'opinion du P.O.U.M. lui-même. La veille encore, il assurait aux ouvriers que, si seulement ils le voulaient, ils s'empareraient du pouvoir sans combat. Les ouvriers ont « voulu ». Où est ici l'aventure ? L'élément fourbe de provocation de la part des staliniens n'a, du point de vue qui nous intéresse, qu'une importance secondaire. Tous les compte-rendus publiés après les événements montrent qu'avec une direction tant soit peu sérieuse et ayant confiance en elle-même la victoire de l'insurrection de mai était assurée. C'est en ce sens que le P.O.U.M. avait raison de dire que les ouvriers pouvaient prendre le pouvoir s'ils le « voulaient ». Il oubliait seulement d'ajouter : « Malheureusement, nous n'avons pas de direction révolutionnaire. » Le P.O.U.M. ne pouvait mener le prolétariat catalan à l'offensive révolutionnaire parce que - et seulement parce que - toute sa politique antérieure l'avait rendu incapable d'une telle initiative.

Les « journées de juillet » 1917 et les « journées de mai » 1937.

Ici le camarade Vereecken peut cependant nous rétorquer « Mais même les bolcheviks, en juillet 1917, ne se sont pas décidés à s'emparer du pouvoir, et se sont bornés à la défensive en faisant sortir les masses du feu avec le moins de victimes possible. Pourquoi donc cette politique ne pouvait-elle pas convenir au P.O.U.M. ? » Examinons l'argument. Les camarades Sneevliet et Vereecken aiment beaucoup nous rappeler que « l'Espagne n'est pas la Russie », etc. D'abstraites homélies de ce genre ne font pas très sérieux. Bien ou mal, nous nous sommes efforcés, au cours des six années écoulées, d'analyser les conditions concrètes de la révolution espagnole. Dès son début, nous avons averti qu'il ne fallait pas s'attendre à un rythme rapide de développement des événements à la manière russe de 1917. Au contraire, nous avons utilisé l'analogie avec la Grande Révolution française qui, commencée en 1789, est passée par une série d'étapes avant d'atteindre son point culminant en 1793. Mais c'est précisément parce que nous ne sommes nullement enclins à schématiser les événements historiques que nous ne jugeons pas possible d'appliquer la tactique des bolcheviks en juillet 1917 à Pétersbourg aux événements de mai 1937 en Catalogne. « L'Espagne n'est pas la Russie. » Les différences sont trop évidentes.

La manifestation armée du prolétariat pétersbourgeois éclata quatre mois après le début de la révolution, trois mois après que le parti bolchevique eut lancé un programme véritablement bolchevique, les Thèses d'avril de Lénine. La masse écrasante de la population de ce gigantesque pays commençait à peine à se dégager des illusions de février. Au front, se trouvait une armée de douze millions d'hommes qui commençaient seulement à entendre parler des bolcheviks. Dans ces conditions, l'insurrection du prolétariat de Pétersbourg isolé l'aurait inmanquablement conduit

à l'écrasement. Il fallait gagner du temps. C'est cette circonstance qui détermina la tactique des bolcheviks.

En Espagne, les événements de mai eurent lieu, non pas après quatre mois, mais après six ans de révolution. Les masses du pays tout entier ont fait une gigantesque expérience. Elles ont depuis longtemps perdu leurs illusions de 1931, tout comme les illusions réchauffées du Front populaire. Elles ont pu, à maintes reprises, dans toutes les régions du pays, démontrer qu'elles étaient prêtes à aller jusqu'au bout. Si le prolétariat de Catalogne s'était emparé du pouvoir en mai 1937, il aurait trouvé un soutien dans l'Espagne entière. La réaction bourgeoise-stalinienne n'aurait même pas trouvé deux régiments pour écarter les ouvriers catalans.

Dans le territoire occupé par Franco, non seulement les ouvriers, mais aussi les paysans, se seraient tournés du côté de la Catalogne prolétarienne, auraient isolé l'armée fasciste et y auraient introduit une, désagrégation irrésistible. On peut douter que quelque 'gouvernement étranger se serait dans de telles conditions risqué à jeter des régiments sur le sol brûlant de l'Espagne. L'intervention serait devenue matériellement impossible, ou, au moins, extrêmement dangereuse.

Bien entendu, dans toute insurrection il existe un élément d'imprévu et de risque, mais tout le cours ultérieur des événements a démontré, que, même en cas de défaite, la situation du prolétariat espagnol aurait été incomparablement plus favorable que maintenant, sans compter que le parti révolutionnaire aurait assuré à tout jamais son avenir.

Mais sur quoi Vereecken fonde-t-il l'affirmation catégorique selon laquelle la prise du pouvoir en Catalogne aurait dans les circonstances du moment, constitué une « aventure » ? Absolument sur rien, sinon... le désir de justifier l'impotence du centrisme et en même temps sa propre politique, qui fut et reste seulement l'ombre gauche du centrisme.

Vereecken défend l'exclusion des bolcheviks-léninistes.

Les lignes de conclusion du compte-rendu sont du niveau de tout le rapport : « Il n'y a pas de démocratie dans le P.O.U.M., dit-on, et pourtant, si les bordiguistes¹⁴ voulaient entrer chez nous, réplique Vereecken, nous les accepterions sans doute, mais sans droit de fraction. » Qui dit cela ? Un avocat du centrisme, ou un révolutionnaire qui se compte parmi les bolcheviks--léninistes ? Pas facile à comprendre... La démocratie du P.O.U.M. satisfait pleinement Vereecken. Les opportunistes excluent de leur parti les révolutionnaires : Vereecken dit : les opportunistes ont raison, car les méchants révolutionnaires construisent des fractions. Rappelons encore une fois ce que Vereecken a dit du P.O.U.M. au commencement : c'est un parti « récent », « hétérogène », « la Gauche y est faible ». De ce parti hétérogène, au fond entièrement constitué de fractions et de sous-fractions, le P.O.U.M. exclut, non pas les réformistes avérés, ni les nationalistes petits-bourgeois catalans, ni, bien entendu, les centristes, mais seulement les bolcheviks-léninistes¹⁵. Cela semblerait pourtant clair. Cependant le « bolchevik-léniniste » Vereecken *approuve* les actes de répression réactionnaire des centristes. Il est préoccupé, voyez-vous, par la question juridique du droit des fractions, et non par la question politique de leur programme et de leur tactique. Aux yeux du marxiste, l'existence de la fraction révolutionnaire à l'intérieur d'un parti centriste est un fait positif; celle de la fraction sectaire ou opportuniste dans le parti révolutionnaire est un fait négatif. Que Vereecken réduise la question au simple droit des fractions à l'existence, cela démontre seulement qu'il a complètement effacé la ligne de démarcation entre le centrisme et le marxisme. Voici ce que dirait un véritable marxiste :

« On prétend que, dans le P.O.U.M., il n'existe pas de démocratie. C'est faux. La démocratie y existe, pour les droitiers, pour les centristes, pour les confusionnistes. Mais non pour les bolcheviks-léninistes. »

¹⁴ Le terme, dérivé du nom d'Amadeo Bordiga, l'un des fondateurs du P.C.I., dirigeant, après 1921, de sa « gauche » anti-parlementariste et hostile au front unique, est devenu synonyme d' « ultra-gauche » sous la plume de Trotsky.

¹⁵ Julián Gorkin écrivait dans *La Batalla* du 24 avril 1937 que, si les trotskistes réussissaient à entrer par la porte, grande ouverte, du P.O.U.M., ils seraient « jetés par la fenêtre ».

En d'autres termes, l'étendue de la démocratie du P.O.U.M. est déterminée par le contenu réel de la politique centriste, radicalement hostile au marxisme révolutionnaire.

Sortie impardonnable.

Mais Vereecken ne s'en tient pas là. Dans l'intérêt de la défense du P.O.U.M., il recourt à une calomnie directe - impossible de qualifier cela autrement - contre nos camarades d'idées en Catalogne. « La section B.-L. de Barcelone, dit-il, était formée de carriéristes et d'aventuriers »¹⁶. On ne croit pas ses yeux quand on lit cette phrase ! Qui écrit cela ? Un social-démocrate ? Un stalinien ? Un ennemi bourgeois ? Non, cette phrase est écrite par un militant responsable de notre section belge.

Voilà ce qu'il en coûte de persévérer dans des erreurs que tout le cours des événements a révélées ! Demain, si le bulletin belge tombe entre leurs mains, les agents du G.P.U. à Barcelone diront :

« De l'aveu même de Vereecken, les B.-L. sont des carriéristes et des aventuriers. Il faut en finir avec eux par les moyens appropriés ! »

J'estime que toutes nos sections ont le devoir, de déclarer que nous rejetons avec indignation cette sortie inadmissible du camarade Vereecken et que nous soutenons de toute notre autorité internationale notre jeune organisation barcelonaise. J'ajoute ceci : comme le démontre leur appel programmatique du 19 juillet dernier, nos camarades de Barcelone ont compris les tâches de la révolution avec une profondeur et un sérieux infiniment plus grands que Vereecken. La « faute » véritable du Secrétariat international consiste plutôt en ce qu'il n'a pas jusqu'à maintenant condamné la déclaration de Vereecken et n'a pas exigé de la section belge qu'elle la condamne.

Il faut encore une fois aider le camarade Vereecken à revenir dans la voie juste.

Nous n'avons pas le moins du monde l'intention d'envenimer les désaccords. Nous avons rencontré le camarade Vereecken dans diverses circonstances et à diverses étapes du développement de la section belge et de l'organisation internationale. Nous avons tous appris à apprécier le dévouement du camarade Vereecken à la cause de la classe ouvrière, son énergie, son empressement à donner, avec désintéressement, toutes ses forces à cette cause. Les jeunes ouvriers doivent apprendre cela chez le camarade Vereecken. Mais, en ce qui concerne sa position politique, elle se trouve malheureusement le plus souvent plusieurs mètres à droite ou plusieurs mètres à gauche de la ligne marxiste, ce qui ne l'incite pas pour autant à épargner ses coups à ceux qui, eux se tiennent sur cette ligne. Il a fallu dans le passé combattre surtout les tendances *sectaires* du camarade Vereecken, qui ont fait pas mal de tort à la section belge. Mais, même alors, ce n'était pas pour nous un secret que le sectarisme n'est qu'un bouton où peut s'épanouir la fleur de l'opportunisme. Nous avons maintenant sous les yeux une confirmation exceptionnellement claire de cette loi de la botanique politique. Le camarade Vereecken a fait preuve de sectarisme dans des questions secondaires ou dans des questions formelles

¹⁶ Vereecken n'était pas le seul à porter une appréciation sévère sur les membres du groupe bolchevique-léniniste de Barcelone, et l'on peut en trouver de semblables sous la plume des dirigeants du P.O.I. français ou du groupe de Fosco. La personnalité et le caractère de Munis, principal dirigeant des B.-L. espagnols, était certes très discutée, mais les plus sévères de ses censeurs, s'ils ont pu aller jusqu'à le traiter d'« aventurier » n'ont jamais parlé de « carriérisme » pour un homme dont le courage et le dévouement se sont comptés en années de prison. Personne n'a jamais contesté la personnalité de Winter, dit Moulin, assassiné par le G.P.U. au cours de ce même été de 1937 : Katia Landau écrit de lui que « les camarades du P.O.U.M. l'ont toujours estimé comme un révolutionnaire pur et dévoué » (Katia Landau, *Le Stalinisme en Espagne*, p. 47). Ici plus qu'ailleurs, il faut faire la part de la violence verbale dans les polémiques et de l'abus probablement inévitable des épithètes. Les derniers dirigeants B.-L. en Espagne, Munis et Carlini, furent arrêtés au début de 1938 et inculpés du meurtre de l'agent du G.P.U. Léon Narvitch, qui avait été vraisemblablement liquidé par les hommes du P.O.U.M. Munis, évadé de prison lors de la débâcle républicaine en Catalogne, parvenait en France au début de 1939, tandis que Carlini, évadé dans les mêmes circonstances, ne parvenait en France qu'en 1940. Munis se réfugiait ensuite au Mexique, et Carlini devait mourir en déportation dans un camp allemand.

d'organisation pour tomber dans l'opportunisme sur une question politique d'une gigantesque importance historique.

La vie interne de la IV^e Internationale repose sur les principes de la démocratie. Le camarade Vereecken fait de cette démocratie un large emploi, et de façon même anarchique, parfois, Mais la supériorité du régime démocratique consiste en ce que l'écrasante majorité, prenant appui sur l'expérience et la discussion amicale, peut formuler librement son opinion autorisée et rappeler opportunément à l'ordre une minorité qui s'engage dans une voie dangereuse. Tel est le plus grand service que l'on puisse actuellement rendre à notre section belge, et du même coup à la section hollandaise¹⁷.

¹⁷ La rupture entre le Centre pour la IV^e Internationale et le R.S.A.P. sera consommée en janvier 1938. Elle s'était envenimée lors de l'assassinat d'Ignace Reiss (voir ci-dessous, p. 468, n. 9) et de celui de Léon Sédov. Trotsky avait reproché à Sneevliet et à Victor Serge des erreurs et des imprudences dans leurs contacts avec Reiss et s'était indigné des accusations lancées contre l'entourage de Léon Sédov par Sneevliet. Dans un texte déjà mentionné (voir p. 335, n. 1) Vereecken a, depuis, soulevé la question du rôle exact joué dans ces circonstances par l'agent stalinien Zborowski, collaborateur de Léon Sédov. La veuve d'Ignace Reiss, Elsa Poretsky, dans son livre de souvenirs (*Les Nôtres*, pp. 268-279), tient pour évidente la responsabilité d'« Etienne »-Zborowski et accuse en fait Victor Serge d'avoir commis des imprudences et des indiscretions qui auraient facilité la tâche de l'agent du G.P.U. Quant à Vereecken, sa démission du Parti Socialiste Révolutionnaire belge - qui l'avait élu à son comité central lors de sa fondation en octobre 1936 - fut acceptée par son 2^e congrès en juillet 1938.

Bolchevisme ou stalinisme

Sur les racines historiques et théoriques de la IV^e Internationale

29 août 1937

Article. Première publication : *Quatrième Internationale*, n°4, janvier 1938.

Les époques réactionnaires comme la nôtre non seulement désagrègent et affaiblissent la classe ouvrière en isolant son avant-garde, mais aussi abaissent le niveau idéologique général du mouvement en rejetant la pensée politique loin en arrière, à des étapes dépassées depuis longtemps. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde est avant tout de ne pas se laisser entraîner par le reflux général. Il faut aller contre le courant. Si le rapport défavorable des forces ne permet pas de conserver les positions politiques précédemment occupées, il faut se maintenir au moins sur les positions idéologiques, car c'est en elles qu'est concentrée l'expérience chèrement payée du passé. Une telle politique apparaît aux yeux des sots comme du "sectarisme". En réalité elle ne fait que préparer un nouveau bond gigantesque en avant, avec la vague de la prochaine montée historique.

Réaction contre le marxisme et le communisme

Les grandes défaites politiques provoquent inévitablement une révision des valeurs qui s'accomplit, en général, dans deux directions. D'une part, enrichie de l'expérience des défaites, la véritable avant-garde, défendant avec becs et ongles la pensée révolutionnaire, s'efforce d'en éduquer de nouveaux cadres pour les futurs combats de masses. D'autre part, la pensée des routiniers, des centristes, des dilettantes, effrayée par les défaites, tend à renverser l'autorité de la tradition révolutionnaire et, sous l'apparence de la recherche d'une "vérité nouvelle", à revenir loin en arrière.

On pourrait apporter quantité d'exemples de réaction idéologique qui prend le plus souvent la forme de la prostration. Toute la littérature de la II^e et de la III^e Internationales, comme celle de leurs satellites de Londres consiste au fond en exemples de ce genre. Pas une trace d'analyse marxiste. Pas un mot nouveau sur l'avenir. Rien que clichés, routines, mensonges et, avant tout, souci de sauvegarder sa situation bureaucratique. Il suffit de dix lignes de quelque Hilferding¹ ou Otto Bauer² pour sentir le relent de la pourriture. Des théoriciens du Comintern, il vaut mieux ne rien dire. Le célèbre Dimitrov³ est ignorant et banal comme un petit épicier. La pensée de ces gens est trop paresseuse pour renier le marxisme; ils le prostituent. Mais ce ne sont pas eux qui nous intéressent actuellement. Venons-en aux "novateurs".

¹ Rudolf Hilferding (1877-1941), autrichien d'origine, s'était fait connaître avant la guerre comme un théoricien par son livre *Le Capital financier* (1910). Centriste pacifiste pendant la guerre, il avait été l'un des inspirateurs de la droite du parti social-démocrate indépendant et son porte-parole contre Zinoviev au congrès de Halle avant de revenir en 1922 au parti social-démocrate. Il avait été ministre des finances dans le cabinet Stresemann d'août 1923. Il avait émigré en 1933 et collaborait en 1937 à Paris à l'organe en exil du S.P.D., le *Neue Vorwärts*.

² Otto Bauer (1881-1938) était le chef du parti social-démocrate autrichien, théoricien de l'« austro-marxisme », qui s'était rapproché du point de vue de l'I.C. et de l'« antifascisme » mais n'avait pas accepté les procès de Moscou.

³ Georgi Dimitrov (1882-1949), vétéran du parti social-démocrate bulgare (*tejniak*) et des syndicats qu'il contrôlait, ancien député, était devenu célèbre après le « procès du Reichstag, où. principal accusé, il avait été acquitté après s'être fait l'accusateur des nazis. Il était depuis 1935 secrétaire général de l'I.C.

L'ancien communiste autrichien Willi Schlamm⁴ a consacré aux Procès de Moscou un petit livre, sous le titre expressif de *Dictature du Mensonge*. Schlamm est un journaliste talentueux, dont l'intérêt est surtout dirigé vers les questions du jour. La critique des falsifications de Moscou, de même que la mise à nu de la mécanique psychologique des "aveux volontaires", sont, chez Schlamm, excellentes. Mais il ne se contente pas de cela. Il veut créer une nouvelle théorie du socialisme qui assurerait, à l'avenir, contre les défaites et les falsifications. Mais comme Schlamm n'est nullement un théoricien et qu'il est même, semble-t-il, assez peu familiarisé avec l'histoire du développement du socialisme, il revient complètement, sous l'apparence d'une découverte nouvelle, au socialisme d'avant Marx et, qui plus est, à sa variété allemande, c'est-à-dire la plus arriérée, la plus douçâtre et la plus fade. Schlamm renonce à la dialectique, à la lutte des classes sans même parler de la dictature du prolétariat. La tâche de la transformation de la société se réduit pour lui à la réalisation de quelques vérités "éternelles" de la morale dont il s'apprête à imprégner l'humanité dès maintenant, sous le régime capitaliste. Dans la revue de Kerensky, *Novaïa Rossia* (vieille revue provinciale russe qui se publie à Paris) la tentative de Willi Schlamm de sauver le socialisme par une inoculation de lymphes morales est recueillie non seulement avec joie, mais encore avec fierté selon la juste conclusion de la rédaction, Schlamm arrive aux principes du socialisme vrai-russe qui, il y a longtemps déjà, avait opposé à la sèche et rude lutte des classes les principes de la foi, de l'espoir et de l'amour.

Certes, la doctrine originale des "socialistes-révolutionnaires" russes représentait dans ses prémisses théoriques uniquement un retour au socialisme de l'Allemagne d'avant Marx. Il serait cependant trop injuste d'exiger de Kerensky une connaissance plus intime de l'histoire des idées que de Schlamm. Beaucoup plus important est le fait que le Kerensky, qui se solidarise avec Schlamm, fut, en tant que chef du gouvernement, l'initiateur des persécutions contre les bolcheviks comme "agents de l'Etat-Major allemand", c'est-à-dire qu'il organisa les mêmes falsifications contre lesquelles Schlamm mobilise maintenant des absolus métaphysiques mangés aux mites.

Le mécanisme psychologique de la réaction intellectuelle de Schlamm et de ses semblables est fort simple. Pendant un certain temps, ces gens ont participé à un mouvement politique qui jurait par la lutte des classes et, en paroles, invoquait la dialectique matérialiste. En Autriche, comme en Allemagne, cela se terminait par une catastrophe. Schlamm tire la conclusion sommaire : voilà à quoi ont conduit la lutte des classes et la dialectique. Et comme le nombre des découvertes est limité par l'expérience historique et... par la richesse des connaissances personnelles, notre réformateur, dans sa recherche d'une nouvelle foi, a rencontré une vieilleries rejetée depuis longtemps qu'il oppose bravement, non seulement au bolchevisme, mais au marxisme.

A première vue, la variété de réaction idéologique présentée par Schlamm est trop primitive (de Marx... à Kerensky) pour qu'il vaille la peine de s'y arrêter. En réalité, elle est cependant extrêmement instructive précisément grâce à son caractère primitif, elle représente le dénominateur commun de toutes les autres formes de réaction avant tout de celle qui s'exprime par un renoncement en bloc au bolchevisme.

Retour au marxisme

Dans le bolchevisme, le marxisme a trouvé son expression historique la plus grandiose. C'est sous le drapeau du bolchevisme que fut remportée la première victoire du prolétariat et fondé le premier État Ouvrier. Aucune force n'effacera plus ces faits de l'histoire. Mais comme la Révolution d'Octobre a conduit au stade présent, au triomphe de la bureaucratie, avec son système d'oppression, de spoliation et de falsifications, à la dictature du mensonge, selon la juste expression de Schlamm, de nombreux esprits formalistes et superficiels inclinent à la conclusion

⁴ Willi Schlamm (1904-1978) avait été l'un des dirigeants des J.C. puis du parti communiste en Autriche, et avait été exclu en 1929 avec les « droitiers ». Journaliste de très grand talent, il avait alors dirigé *Die Neue Weltbühne* et en avait ouvert les colonnes à Trotsky qu'il avait rencontré à Paris et avec qui il avait gardé le contact après son élimination du grand hebdomadaire. Pour lui comme pour bien d'autres, les procès de Moscou avaient signifié la « faillite du bolchevisme ».

sommaire qu'il est impossible de lutter contre le stalinisme sans renoncer au bolchevisme. Schlamm, comme nous le savons déjà, va plus loin : le bolchevisme qui a dégénéré en stalinisme est lui-même sorti du marxisme. Impossible, par conséquent, de lutter contre le stalinisme en restant sur les bases du marxisme. Des gens moins conséquents, mais plus nombreux, disent au contraire : "Il faut revenir du bolchevisme au marxisme". Par quelle voie ? A quel marxisme ? Avant que le marxisme "ait fait banqueroute", sous la forme de la social-démocratie. Le mot d'ordre "Retour au marxisme" signifie ainsi un bond par-dessus l'époque de la II^e et III^e Internationales... à la Ire Internationale. Mais celle-ci aussi, en son temps, fût vouée à la défaite. C'est-à-dire qu'il s'agit à la fin des fins de revenir... aux œuvres complètes de Marx et Engels. Ce bond, on peut le faire sans sortir de son cabinet de travail, et sans même quitter ses pantoufles. Mais comment passer ensuite de nos classiques (Marx est mort en 1883, Engels en 1895) aux tâches de l'époque nouvelle en laissant de côté une lutte théorique ou politique de plusieurs dizaines d'années, lutte qui comprend aussi le bolchevisme et la Révolution d'Octobre ? Aucun de ceux qui proposent de renoncer au bolchevisme comme tendance historiquement "banqueroutière" n'a indiqué de nouvelles voies.

Les choses se réduisent ainsi à un simple conseil d'étudier *le Capital*. Contre cela, rien à objecter. Mais les bolcheviks aussi ont étudié le Capital, et même passablement. Cela n'a cependant pas empêché la dégénérescence de l'État Soviétique et la mise en scène des Procès de Moscou. Que faire alors ?

Est-il vrai pourtant que le stalinisme représente le produit légitime du bolchevisme, comme le croit toute la réaction, comme l'affirme Staline lui-même, comme le pensent les mencheviks, les anarchistes et quelques doctrinaires de gauche qui se jugent marxiste ? "Nous l'avions toujours prédit, disent-ils, ayant commencé avec l'interdiction des autres partis socialistes, avec l'écrasement des anarchistes, avec l'établissement de la dictature des bolcheviks dans les soviets, la Révolution d'Octobre ne pouvait manquer de conduire à la dictature de la bureaucratie. Le stalinisme est, à la fois, la continuation et la faillite du léninisme".

Le bolchevisme est-il responsable du stalinisme ?

L'erreur de ce raisonnement commence avec l'identification tacite du bolchevisme, de la Révolution d'Octobre et de l'Union Soviétique. Le processus historique, qui consiste dans la lutte des forces hostiles, est remplacé par l'évolution du bolchevisme dans le vide. Cependant le bolchevisme est seulement un courant politique, certes étroitement lié à la classe ouvrière, mais non identique à elle. Et, outre la classe ouvrière, il existe en U.R.S.S. plus de cent millions de paysans, de nationalités diverses, un héritage d'oppression, de misère et d'ignorance.

L'État créé par les bolcheviks reflète, non seulement la pensée et la volonté des bolcheviks, mais aussi le niveau culturel du pays, la composition sociale de la population, la pression du passé barbare et de l'impérialisme mondial, non moins barbare. Représenter le processus de dégénérescence de l'État Soviétique comme l'évolution du bolchevisme pur, c'est ignorer la réalité sociale au nom d'un seul de ses éléments isolé d'une manière purement logique. Il suffit au fond de nommer cette erreur élémentaire par son nom pour qu'il n'en reste pas trace.

Le bolchevisme lui-même, en tout cas, ne s'est jamais identifié ni à la Révolution d'Octobre, ni à l'État Soviétique qui en est sorti. Le bolchevisme se considérait comme un des facteurs de l'histoire, son facteur "conscient", facteur très important mais nullement décisif. Nous voyons le facteur décisif - sur la base donnée des forces productives - dans la lutte des classes, et non seulement à l'échelle nationale, mais aussi internationale.

Quand les bolcheviks faisaient des concessions aux tendances petites-bourgeoises des paysans, qu'ils établissaient des règles strictes pour l'entrée dans le parti, qu'ils épuraient le parti des éléments qui lui étaient étrangers, qu'ils interdisaient les autres partis, qu'ils introduisaient la N.E.P., qu'ils en venaient à céder des entreprises sous forme de concessions ou qu'ils concluaient des accords diplomatiques avec des gouvernements impérialistes, eux, bolcheviks, tiraient des conclusions particulières de ce fait fondamental qui leur était clair théoriquement depuis le début

même; à savoir que la conquête du pouvoir, quelque importante qu'elle soit en elle-même, ne fait nullement du parti le maître tout-puissant du processus historique. Certes, après s'être emparé de l'État, le parti reçoit la possibilité d'agir avec une force sans précédent sur le développement de la société; mais en revanche lui-même est soumis à une action décuplée de la part de tous les autres membres de cette société. Il peut être rejeté du pouvoir par les coups directs des forces hostiles. Avec des rythmes plus lents de l'évolution, il peut, tout en se maintenant au pouvoir, dégénérer intérieurement. C'est précisément cette dialectique du processus historique que ne comprennent pas les raisonneurs sectaires qui tentent de trouver dans la putréfaction de la bureaucratie staliniste un argument définitif contre le bolchevisme. Au fond, ces Messieurs disent ceci : mauvais est le parti révolutionnaire qui ne renferme pas en lui-même de garanties contre sa dégénérescence.

En face d'un pareil critère, le bolchevisme est évidemment condamné; il ne possède aucun talisman. Mais ce critère lui-même est faux. La pensée scientifique exige une analyse concrète : comment et pourquoi le parti s'est-il décomposé ? Jusqu'à maintenant personne n'a donné cette analyse, sinon les bolcheviks eux-mêmes. Ils n'ont nullement eu besoin pour cela de rompre avec le bolchevisme. Au contraire, c'est dans l'arsenal de celui-ci qu'ils ont trouvé tout le nécessaire pour expliquer son sort. La conclusion à laquelle nous arrivons est celle-ci : évidemment le stalinisme est sorti du bolchevisme; mais il en est sorti d'une façon non pas logique, mais dialectique; non pas comme son affirmation révolutionnaire, mais comme sa négation thermidorienne. Ce n'est nullement une seule et même chose.

Le pronostic fondamental du bolchevisme

Cependant, les bolcheviks n'ont pas eu besoin des Procès de Moscou pour expliquer, après coup, les causes de la décomposition du parti dirigeant de l'U.R.S.S. Ils avaient prévu depuis longtemps la possibilité d'une telle variante de l'évolution, et, d'avance, s'étaient exprimés sur elle. Rappelons le pronostic que les bolcheviks avaient déjà fait, non seulement à la veille de la Révolution d'Octobre, mais déjà un certain nombre d'année auparavant. Le groupement fondamental des forces à l'échelle nationale et internationale ouvre pour le prolétariat la possibilité d'arriver, pour la première fois, au pouvoir dans un pays aussi arriéré que la Russie. Mais le même groupement des forces donne, par avance, la certitude que sans victoire plus ou moins prompte du prolétariat dans les pays avancés, l'État ouvrier ne se maintiendra pas en Russie. Le régime soviétique laissé à lui-même tombera ou dégénérera. Plus exactement il dégénérera pour tomber ensuite. Il m'est arrivé personnellement d'écrire plusieurs fois là-dessus, à commencer dès 1905. Dans mon *Histoire de la Révolution Russe* (cf. l'appendice du dernier tome, "Socialisme dans un seul pays"), il a été rassemblé ce qu'ont dit les chefs du bolchevisme à ce sujet de 1917 à 1923. Tout se réduit à une seule chose : sans révolution en Occident, le bolchevisme sera liquidé, soit par la contre-révolution interne, soit par l'intervention étrangère, soit par leur combinaison. En particulier, Lénine a indiqué, plus d'une fois, que la bureaucratisation du régime soviétique est, non pas une question technique ou organisationnelle, mais le commencement possible d'une dégénérescence de l'État ouvrier.

Au XI^e Congrès du parti, en mars 1922, Lénine parla sur le soutien qu'au moment de la N.E.P., quelques politiciens bourgeois, en particulier le professeur libéral Oustrialov⁵, s'étaient décidés à offrir à la Russie Soviétique. "Je suis pour le soutien du pouvoir soviétique en Russie, dit Oustrialov, - quoi qu'il soit un cadet, un bourgeois - parce qu'il est entré dans une voie dans laquelle il deviendra un pouvoir bourgeois ordinaire". Lénine préfère la voix cynique de l'ennemi aux "douces roucoulades communistes". C'est avec une rude sobriété qu'il averti le parti du danger : "Des choses telles que celles dont parle Oustrialov sont possibles. Il faut le dire

⁵ Nikolai V. Oustrialov (1890-1937) était professeur de droit et dirigeant du parti cadet en Sibérie en 1918, puis collaborateur de Koltchak. Il avait émigré à Kharbine où il enseigna jusqu'en 1934. Il animait le journal *Smena Vekh* et était le chef de file des émigrés qui voyaient dans la Nep puis le stalinisme, un mouvement naturel de retour au capitalisme, qu'il fallait encourager et appuyer. Il revint en U.R.S.S. en 1935 et enseigna la géographie économique dans un institut d'enseignement supérieur. Arrêté en 1937, il fut condamné à mort et exécuté.

carrément. L'histoire connaît des transformations de toutes sortes, se reposer sur la conviction, le dévouement et autres excellentes qualités morales, c'est une chose nullement sérieuse en politique. D'excellentes qualités morales existent chez un nombre infime de gens, et ce sont des masses gigantesques qui décident de l'issue historique, masses qui traitent avec fort peu de politesse ce nombre infime de gens, si ces gens ne leur plaisent pas. En un mot le Parti n'est pas l'unique facteur de l'évolution et, à une grande échelle historique, il n'est pas le facteur décisif".

"Il arrive qu'une nation conquière une autre nation, continue Lénine au même congrès, le dernier qui se fit avec sa participation... C'est très simple et compréhensif à quiconque. Mais qu'arrive-t-il avec la civilisation de ces nations ? Ici, ce n'est pas aussi simple. Si la nation, qui a fait la conquête, a une civilisation supérieure à la nation vaincue, elle lui impose sa civilisation; mais si c'est le contraire, il arrive que le vaincu impose sa civilisation au conquérant. N'est-il pas arrivé quelque chose de semblable dans la capitale de la R.S.F.S.R. et n'en est-il pas résulté que 4.700 communistes (presque toute une division, et les meilleurs des meilleurs) se sont trouvés soumis à une civilisation étrangère ?"⁶

Ceci fut dit au commencement de 1922, et d'ailleurs pas pour la première fois. L'histoire n'est pas faite par quelques hommes, seraient-ils les "meilleurs des meilleurs"; et, qui plus est, ces "meilleurs" peuvent dégénérer dans le sens d'une civilisation "étrangère" c'est-à-dire bourgeoise. Non seulement l'État soviétique peut sortir de la voie socialiste, mais le parti bolchevik aussi peut, dans des conditions historiques défavorables, perdre son bolchevisme.

C'est de la claire compréhension de ce danger qu'est née l'Opposition de gauche, définitivement formée en 1923. Enregistrant de jour en jour des symptômes de dégénérescence, elle s'efforça d'opposer au Thermidor menaçant la volonté consciente de l'avant-garde prolétarienne. Cependant ce facteur subjectif s'est trouvé insuffisant. Les "masses gigantesques" qui, selon Lénine, décident de l'issue de la lutte, étaient harassées par les privations dans leur pays et par une trop longue attente de la Révolution Mondiale. Les masses ont perdu courage. La bureaucratie a pris le dessus. Elle maîtrisa l'avant-garde prolétarienne, foula aux pieds le marxisme, prostitua le parti bolcheviste. Le stalinisme fut victorieux. Sous la forme de l'Opposition de gauche, le bolchevisme rompit avec la bureaucratie soviétique et son Komintern. Telle fut la véritable marche de l'évolution.

Certes, dans le sens formel, le stalinisme est sorti du bolchevisme. Aujourd'hui encore, la bureaucratie de Moscou continue à se nommer parti bolchevik. Elle utilise simplement la vieille étiquette du bolchevisme pour mieux tromper les masses. D'autant plus pitoyables sont les théoriciens qui prennent l'écorce pour le noyau, l'apparence pour la réalité. En identifiant stalinisme et bolchevisme, ils rendent le meilleur service aux thermidoriens et, par là, jouent un rôle manifestement réactionnaire.

Avec l'élimination de tous les autres partis de l'arène politique, les intérêts et les tendances contradictoires des diverses couches de la population devaient, à tel ou tel degré, trouver leur expression dans le parti dirigeant. Au fur et à mesure que le centre de gravité politique se déplaçait de l'avant-garde prolétarienne vers la bureaucratie, le parti se modifiait aussi bien par sa composition sociale que par son idéologie. Grâce à la marche impétueuse de l'évolution, il a subi, au cours des quinze dernières années, une dégénérescence beaucoup plus radicale que la social-démocratie pendant un demi-siècle. L'épuration actuelle trace entre le bolchevisme et le stalinisme, non pas un simple trait de sang, mais tout un fleuve de sang. L'extermination de toute la vieille génération des bolcheviks, d'une partie importante de la génération intermédiaire qui avait participé à la guerre civile et aussi de la partie de la jeunesse qui avait repris le plus au sérieux les traditions bolchevistes, démontre l'incompatibilité, non seulement politique, mais aussi directement physique du stalinisme et du bolchevisme. Comment donc peut-on ne pas voir cela ?

⁶ Lénine, Œuvres, t. XXXIII, pp. 291 sq.

Stalinisme et "socialisme étatique"

Les anarchistes, de leur côté, tentent de voir dans le stalinisme le produit organique, non seulement du bolchevisme et du marxisme, mais du "socialisme étatique" en général. Ils consentent à remplacer la patriarcale "fédération des communes libres" de Bakounine⁷ par une fédération plus moderne des Soviets libres⁸. Mais ils sont avant tout contre l'État centralisé. En effet, une branche du marxisme "étatique", la social-démocratie, une fois arrivée au pouvoir, est devenue une agence déclarée du capital.

Une autre a engendré une nouvelle caste de privilégiés. C'est clair, la source du mal est dans l'État. Considéré dans une large perspective historique, on peut trouver un grain de vérité dans ce raisonnement. L'État, en tant qu'appareil de contrainte, est incontestablement une source d'infection politique et morale. Cela concerne aussi, comme le montre expérience, l'État Ouvrier. Par conséquent, on peut dire que le stalinisme est un produit d'une étape de la société où l'on n'a pas encore pu arracher la camisole de force de l'État. Mais cette situation, sans rien donner qui permette d'apprécier le bolchevisme ou le marxisme, caractérise seulement le niveau général de la civilisation humaine, et avant tout le rapport des forces entre le prolétariat et la bourgeoisie. Après nous être mis d'accord avec les anarchistes que l'État, même ouvrier, est engendré par la barbarie des classes et que la véritable histoire de l'humanité commencera avec l'abolition de l'État, il reste devant nous, dans toute sa force, la question suivante : quelles sont les voies et les méthodes qui sont capables de conduire, à la fin des fins, à l'abolition de l'État ? L'expérience récente témoigne que ce ne sont pas, en tout cas, les méthodes de l'anarchisme.

Les chefs de la C.N.T. espagnole, la seule organisation anarchiste notable sur la terre, se sont changés, à l'heure critique, en ministres de la bourgeoisie⁹. Ils expliquent leur trahison ouverte de la théorie anarchiste par la pression des "circonstances exceptionnelles"¹⁰. Mais n'est-ce pas le même argument qu'ont avancé, en leur temps, les chefs de la social-démocratie allemande ? Assurément, la guerre civile n'est nullement une circonstance pacifique et ordinaire, mais plutôt une "circonstance exceptionnelle". Mais c'est précisément pour de telles "circonstances exceptionnelles" que se prépare toute organisation révolutionnaire sérieuse. L'expérience de l'Espagne a démontré, une fois de plus, qu'on peut nier l'État dans des brochures éditées dans des "circonstances normales", avec la permission de l'État bourgeois, mais que les conditions de la révolution ne laissent aucune place pour la négation de l'État et en exigent la conquête. Nous n'avons nullement l'intention d'accuser les anarchistes espagnols de ne pas avoir liquidé l'État d'un simple trait de plume. Un parti révolutionnaire, même une fois qu'il s'est emparé du pouvoir (ce que les chefs anarchistes espagnols n'ont pas su faire malgré l'héroïsme des ouvriers anarchistes) n'est nullement encore le maître tout-puissant de la société. Mais d'autant plus âprement accusons-nous la théorie anarchiste qui s'est trouvée convenir pleinement pour une période pacifique mais à laquelle il a fallu renoncer en hâte dès que sont apparues les "circonstances exceptionnelles" de la révolution. Dans l'ancien temps on rencontrait des généraux (il s'en trouve sans doute encore maintenant) qui pensaient que ce qui abîme le plus l'armée, c'est la guerre. Les révolutionnaires qui se plaignent que la révolution renverse leur doctrine ne valent guère mieux.

⁷ Mikhaïl A. Bakounine (1814-1876), ancien officier, avait été l'inspirateur de l'aile libertaire de la I^{re} Internationale et l'adversaire de Marx, l'un des maîtres à penser des anarchistes.

⁸ L'Association internationale des travailleurs (A.I.T.) fondée à Berlin en décembre 1922 par des anarcho-syndicalistes de tous pays, russes compris, avait mis à son programme-manifeste en 1933 la perspective de « libre système des conseils ».

⁹ Les dirigeants de la *Confederación Nacional del Trabajo*, (C.N.T.), anarcho-syndicalistes. Federica Montseny et Juan Garcia Oliver, Juan López et Juan Peiró, étaient entrés en novembre 1936 dans le gouvernement espagnol de Front populaire présidé par le socialiste F. Largo Caballero.

¹⁰ Dans le quotidien de la confédération à Barcelone, *Solidaridad Obrera*, le 4 novembre 1937, Federica Montseny, rejeton d'une vieille famille anarchiste, ministre depuis la veille, expliquait que " les circonstances avaient « changé la nature du gouvernement et de l'État espagnols ».

Les marxistes sont pleinement d'accord avec les anarchistes quant au but final, la liquidation de l'État. Le marxisme reste "étatique" uniquement dans la mesure où la liquidation de l'État ne peut être atteinte en se contentant d'ignorer tout simplement cet État. L'expérience du stalinisme ne renverse nullement l'enseignement du marxisme, mais le confirme par la méthode inverse. Une doctrine révolutionnaire, qui enseigne au prolétariat à s'orienter correctement dans une situation et à l'utiliser activement, ne renferme pas en soi, bien entendu, de garantie automatique de sa victoire. Mais, par contre, la victoire n'est possible que grâce à cette doctrine. Il est en outre impossible de se représenter cette victoire sous la forme d'un acte unique. Il faut prendre la question dans la perspective d'une large époque. Le premier État ouvrier, sur une base économique peu développée et dans l'anneau de l'impérialisme, s'est transformée en gendarmerie du stalinisme. Mais le véritable bolchevisme a déclaré à cette gendarmerie une lutte sans merci. Pour se maintenir, le stalinisme est contraint de mener maintenant une guerre civile ouverte contre le bolchevisme qualifié de "trotskysme", non seulement en U.R.S.S., mais aussi en Espagne. Le vieux parti bolcheviste est mort, mais le bolchevisme relève partout la tête.

Faire procéder le stalinisme du bolchevisme ou du marxisme, est exactement la même chose que faire procéder la contre-révolution de la révolution. C'est sur ce schéma que s'est toujours modelée la pensée des conservateurs que sont les libéraux et ensuite la pensée réformiste.

Les révolutions par suite de la structure de classes de la société, ont toujours engendré des contre-révolutions. Cela ne montre-t-il pas, demande le raisonneur, que dans la méthode révolutionnaire il y a quelque vice interne ? Pourtant, jusqu'à maintenant, ni les libéraux, ni les réformistes n'ont su inventer des méthodes "plus économiques".

Mais s'il n'est pas facile de rationaliser un processus historique vivant, il n'est, par contre, nullement difficile d'interpréter, d'une façon rationaliste, la succession de ces vagues, en faisant procéder logiquement le stalinisme du "socialisme étatique", le fascisme du marxisme, la réaction de la révolution, en un mot l'antithèse de la thèse. Dans ce domaine, comme dans de nombreux autres, la pensée anarchiste reste prisonnière du rationalisme libéral. La pensée véritablement révolutionnaire est impossible sans dialectique.

Les « péchés » politiques du bolchevisme comme source du stalinisme

L'argumentation des rationalistes prend parfois, du moins extérieurement, un caractère plus concret. Le stalinisme procède, pour eux, non pas du bolchevisme dans son ensemble, mais de ses péchés politiques [Un des représentants les plus typiques de ce genre de pensées est l'auteur français d'un livre sur Staline, Boris Souvarine. Les côtés matériel et documentaire de l'œuvre de Souvarine représentent le produit d'une longue et consciencieuse recherche. Cependant, la philosophie historique de l'auteur étonne par sa vulgarité. Pour expliquer toutes les mésaventures historiques ultérieures, il recherche les voies internes contenus dans le bolchevisme. L'influence sur le bolchevisme des conditions réelles du processus historique n'existe pas pour lui. M. Taine lui-même, avec sa théorie du "milieu" est plus proche de Marx que Souvarine.]. Les bolcheviks, nous disent Gorter, Pannekoek¹¹, les "spartakistes" allemands, etc., ont remplacé la dictature du prolétariat par la dictature du parti. Staline a remplacé la dictature du parti par la dictature de la bureaucratie. Les bolcheviks ont anéanti tous les partis sauf le leur; Staline a étranglé le parti bolcheviste dans l'intérêt de la clique bonapartiste. Les bolcheviks en sont venus à des compromis avec la bourgeoisie; Staline est devenu son allié et son soutien. Les bolcheviks ont reconnu la nécessité de participer aux vieux syndicats et au parlement bourgeois; Staline s'est lié d'amitié avec la bureaucratie syndicale et avec la démocratie bourgeoise. On peut poursuivre de semblables rapprochements aussi longtemps que l'on veut. Malgré l'effet qu'ils peuvent produire extérieurement, ils sont absolument vides.

¹¹ Hermann Gorter (1864-1927) et Anton Pannekoek (1873-1960) tous deux communistes hollandais, avaient été des maîtres à penser de la génération des « communistes de gauche », d'après la première guerre mondiale et notamment du K.A.P.D. allemand. Le groupe Spartacus - à ne pas confondre avec la Ligue de R. Luxemburg et K. Liebknecht - était l'un des groupes issus de la crise du K.A.P.D.

Le prolétariat ne peut arriver au pouvoir qu'à travers son avant-garde. La nécessité même d'un pouvoir étatique découle du niveau culturel insuffisant des masses et leur hétérogénéité. Dans l'avant-garde révolutionnaire organisée en parti se cristallise la tendance des masses à parvenir à leur affranchissement. Sans la confiance de la classe dans l'avant-garde, sans soutien de l'avant-garde par la classe, il ne peut être question de la conquête du pouvoir. C'est dans ce sens que la révolution prolétarienne et la dictature sont la cause de toute la classe, mais pas autrement que sous la direction de l'avant-garde. Les soviets ne sont que la liaison organisée de l'avant-garde avec la classe.

Le contenu révolutionnaire de cette forme ne peut être donné que par le parti. Cela est démontré par l'expérience positive de la Révolution d'Octobre et par l'expérience négative des autres pays (Allemagne, Autriche, Espagne), enfin personne non seulement n'a montré pratiquement, mais n'a même tenté d'expliquer précisément sur le papier comment le prolétariat peut s'emparer du pouvoir sans la direction politique d'un parti qui sait ce qu'il veut. Si le parti soumet politiquement les soviets à sa direction, en lui-même, ce fait change aussi peu le système soviétique que la domination d'une majorité conservatrice change le système du parlementarisme britannique.

Quant à l'interdiction des autres partis soviétiques, elle ne découlait nullement de quelque "théorie" bolcheviste, mais fut une mesure de défense de la dictature dans un pays arriéré et épuisé, entouré d'ennemis de toutes parts. Il était clair pour les bolcheviks, dès le début même, que cette mesure, complétée ensuite par l'interdiction des fractions à l'intérieur du parti dirigeant lui-même, contenait les plus grands dangers. Cependant, la source du danger n'était pas dans la doctrine ou la tactique, mais dans la faiblesse matérielle de la dictature dans les difficultés de la situation intérieure et extérieure. Si la révolution avait vaincu, ne fût-ce qu'en Allemagne, du même coup le besoin de l'interdiction des autres partis soviétiques aurait disparu. Que la domination d'un seul parti ait juridiquement servi de point de départ au régime totalitaire staliniste, c'est absolument indiscutable. Mais la cause d'une telle évolution n'est pas dans le bolchevisme, ni même dans l'interdiction des autres partis, comme mesure militaire temporaire, mais dans la série des défaites du prolétariat en Europe et en Asie.

Il en est de même avec la lutte contre l'anarchisme. A l'époque héroïque de la révolution, les bolcheviks marchèrent la main dans la main avec les anarchistes véritablement révolutionnaires. Le parti absorba beaucoup d'entre eux dans ses rangs. L'auteur de ces lignes a, plus d'une fois, examiné, avec Lénine, la question de la possibilité de laisser aux anarchistes certaines parties du territoire pour qu'ils y mènent avec le consentement de la population, leurs expériences de suppression immédiate de l'État. Mais les conditions de la guerre civile, du blocus et de la famine laissèrent trop peu d'aisance pour de pareils plans. L'insurrection de Kronstadt ? Mais le gouvernement révolutionnaire ne pouvait, bien entendu, "faire cadeau" aux marins insurgés d'une forteresse qui commandait la capitale, uniquement parce qu'à la rébellion des soldats paysans s'étaient joints quelques anarchistes douteux. L'analyse historique concrète des événements ne laisse aucune place pour les légendes qui furent créées par l'ignorance et le sentimentalisme autour de Kronstadt, de Makhno et d'autres épisodes de la révolution.

Il reste seulement le fait que les bolcheviks, dès le début même, employèrent non seulement la conviction mais aussi la coercition, parfois sous une forme assez rude. Il est incontestable aussi que la bureaucratie sortie de la révolution a monopolisé dans ses mains le système de coercition. Chaque étape de l'évolution, même quand il s'agit d'étapes aussi catastrophiques que la révolution et la contre-révolution, sort de l'étape précédente, a en elle ses racines et porte certains de ses traits.

Les libéraux, y compris le couple Webb, ont toujours affirmé que la dictature bolcheviste représente une nouvelle édition du tsarisme. Par là, ils ferment les yeux sur les détails tels que l'abolition de la monarchie et de la noblesse, la remise de la terre aux paysans, l'expropriation du capital, l'introduction de l'économie planifiée, l'éducation athéiste, etc. Exactement de même, la pensée libérale anarchiste ferme les yeux sur le fait que la révolution bolcheviste, avec toutes ses mesures de répression, signifiait la subversion des rapports sociaux dans l'intérêt des masses,

alors que le coup d'État de Staline accompagne le remaniement de la société soviétique dans l'intérêt d'une minorité privilégiée. Il est clair que dans les identifications du stalinisme au bolchevisme, il n'y a pas une trace de critère socialiste.

Questions de théorie

Un des principaux traits du bolchevisme est son attitude stricte et exigeante, même pointilleuse, à l'égard des questions de doctrine. Les 27 tomes de Lénine¹² resteront pour toujours le modèle d'une attitude suprêmement scrupuleuse envers la théorie. Sans cette qualité fondamentale, le bolchevisme n'aurait jamais rempli son rôle historique. C'est une opposition complète que le stalinisme grossier et ignorant, absolument empirique, présente sous ce rapport aussi.

Il y a plus de dix ans, l'opposition déclarait dans sa plateforme¹³ :

"Depuis la mort de Lénine, il s'est créé toute une série de nouvelles "théories" dont le seul sens est de justifier théoriquement l'écart du groupe staliniste hors de la voie de la révolution prolétarienne internationale".

Tout dernièrement, le socialiste américain Liston Oak¹⁴, qui a participé de près à la révolution espagnole, a écrit :

"En fait, les stalinistes sont maintenant les révisionnistes les plus extrêmes de Marx et de Lénine. Bernstein¹⁵ n'avait pas osé faire la moitié du chemin que Staline a fait dans la révision de Marx".

C'est absolument juste. Il faut ajouter seulement que chez Bernstein, il y avait des besoins réellement théoriques : il tentait consciencieusement d'établir une conformité entre la pratique réformiste de la social-démocratie et son programme. La bureaucratie staliniste, non seulement n'a rien de commun avec le marxisme, elle est encore étrangère à quelque programme, doctrine ou système que ce soit. Son idéologie est imprégnée d'un subjectivisme absolument policier, sa pratique, d'un empirisme de pure violence. Par le fond même de ses intérêts, la caste des usurpateurs est hostile à la théorie : ni à elle même, ni à autrui, elle ne peut rendre compte de son rôle social. Staline révisé Marx et Lénine, non par la plume des théoriciens, mais avec les bottes de la Guépéou.

Questions de morale

C'est de "l'amoralité" du bolchevisme qu'ont surtout coutume de se plaindre les fanfarons insignifiants à qui le bolchevisme a arraché le masque. Dans les milieux petits-bourgeois, intellectuels démocrates, "socialistes", littéraires, parlementaires et autres, il existe des valeurs conventionnelles ou un langage conventionnel pour couvrir l'absence de valeurs. Cette large et bigarrée société où règne une complicité réciproque ("Vis et laisse vivre les autres") ne supporte nullement le contact de sa peau sensible avec la lancette marxiste.

Les théoriciens qui oscillent entre les deux camps, les écrivains et les moralistes pensaient et pensent que les bolcheviks exagèrent malintentionnellement les désaccords, sont incapables d'une collaboration "loyale" et que, par leurs "intrigues", ils brisent l'unité du mouvement ouvrier. Le centriste sensible et susceptible croit, avant tout, que les bolcheviks le "calomnient" (uniquement parce qu'ils vont jusqu'au bout de ses moitiés de pensées, ce qu'il est absolument incapable de faire lui-même). Cependant, c'est seulement cette qualité précieuse, l'intolérance

¹² C'était alors le total, largement dépassé depuis, des volumes d'Œuvres de Lénine, alors publiés.

¹³ La Plate-forme de l'Opposition, prévue pour être présentée au 15^e congrès du parti, vit sa reproduction et sa diffusion interdites; c'est son impression clandestine qui servit de prétexte aux premières exclusions et arrestations d'oppositionnels.

¹⁴ Liston M. Oak (1895-1970), journaliste américain, membre du P.C. depuis de nombreuses années, déjà ébranlé par le premier procès de Moscou, avait rompu à la suite d'un séjour prolongé en Espagne.

¹⁵ Eduard Bernstein (1850-1932) avait été l'avocat du « révisionnisme ».

pour tout ce qui est hybride et évasif, qui est capable d'éduquer un parti révolutionnaire que des "circonstances exceptionnelles" ne peuvent prendre à l'improviste.

La morale de tout parti découle, en fin de compte, des intérêts historiques qu'il représente. La morale du bolchevisme, qui contient en elle le dévouement, le désintéressement, le courage, le mépris pour tout ce qui est clinquant et mensonge, les meilleures qualités de la nature humaine, découlait de son intransigeance révolutionnaire au service des opprimés. La bureaucratie staliniste, dans ce domaine aussi, imite les paroles et les gestes du bolchevisme. Mais quand "l'intransigeance" et "l'inflexibilité" se réalisent par l'entremise d'un appareil policier qui est au service d'une minorité privilégiée, ils deviennent une source de démoralisation et de gangstérisme. On ne peut avoir que du mépris pour des messieurs qui identifient l'héroïsme révolutionnaire des bolcheviks au cynisme bureaucratique des thermidoriens.

Même encore maintenant, malgré les faits dramatiques de la dernière période, le philistin moyen continue à penser que, dans la lutte entre bolchevisme (trotskysme) et stalinisme, il s'agit d'un conflit d'ambitions personnelles, ou, dans le meilleur des cas, de la lutte de deux "nuances" dans le bolchevisme¹⁶. L'expression la plus crûe de ce point de vue est donnée par Norman Thomas, leader du parti socialiste américain : "Il y a peu de raisons de croire, écrit-il (*Socialist Review*, septembre 1937, page 6), que si Trotsky l'avait emporté (!) au lieu de Staline, il y aurait eu une fin aux intrigues, aux complots et au règne de la crainte en Russie". Et cet homme se croit... marxiste ! Avec autant de fondement on pourrait dire : "Il y a peu de raisons de croire que si, au lieu de Pie XI, sur le trône de Rome, on avait mis Norman Ier, l'église catholique se serait transformée en un rempart du socialisme". Thomas ne comprend pas qu'il s'agit, non pas d'un match entre Staline et Trotsky, mais d'un antagonisme entre la bureaucratie et le prolétariat. Certes, en U.R.S.S., la couche dirigeante est encore contrainte aujourd'hui de s'adapter à l'héritage pas complètement liquidé de la révolution en préparant, en même temps, par une guerre civile déclarée (l'épuration sanglante, l'extermination des mécontents), le changement du régime social. Mais en Espagne, la clique staliniste apparaît, dès aujourd'hui, comme le rempart de l'ordre bourgeois contre le socialisme. Sa lutte contre la bureaucratie bonapartiste se change, sous nos yeux, en lutte de classes; deux mondes, deux programmes, deux morales. Si Thomas pense que la victoire du prolétariat socialiste sur la caste abjecte des oppresseurs ne régénérera pas le régime soviétique politiquement et moralement, il montre seulement par là que, malgré toutes ses réserves, ses tergiversations et ses soupirs pieux, il est beaucoup plus proche de la bureaucratie staliniste que des ouvriers révolutionnaires. Comme les autres dénonciateurs de "l'amoralisme bolcheviste", Thomas n'est tout simplement pas parvenu jusqu'à la morale révolutionnaire.

Les traditions du bolchevisme et la quatrième internationale

Chez ces "gauchistes" qui tentent de revenir au marxisme ignorant le bolchevisme, tout se réduit ordinairement à quelques panacées isolées : boycotter les vieux syndicats, boycotter le parlement, créer de "véritables" soviets. Tout cela pouvait sembler extraordinairement profond dans la fièvre des premiers jours après la guerre. Mais maintenant, à la lumière de l'expérience faite, ces "maladies infantiles" ont perdu tout intérêt de curiosité. Les hollandais Gorter et Pannekoek, les "spartakistes" allemands, les bordiguistes italiens ont manifesté leur indépendance à l'égard du bolchevisme uniquement en opposant un de ses traits, artificiellement grossi, aux autres. De ces tendances de "gauche", il n'est rien resté ni pratiquement, ni théoriquement : preuve indirecte mais importante que le bolchevisme est la seule forme du marxisme pour notre époque. Le parti bolchevique a montré, dans la réalité, une combinaison d'audace révolutionnaire suprême et de réalisme politique. Il a, pour la première, fois, établi entre l'avant-garde et la classe le rapport qui, seul, est capable d'assurer la victoire. Il a montré par l'expérience que l'union du prolétariat avec les masses opprimées de la petite-bourgeoisie du

¹⁶ Relevons que la démarche signalée ici par Trotsky a été fréquemment renouvelée depuis sa mort et presque toujours présentée comme nouvelle.

village et de la ville est possible uniquement par le renversement politique des partis traditionnels de la petite-bourgeoisie. Le parti bolcheviste a montré au monde entier comment s'accomplissent l'insurrection armée et la prise du pouvoir. Ceux qui opposent une abstraction de soviets à la dictature du parti devraient comprendre que c'est seulement grâce à la direction des bolcheviks que les soviets se sont élevés du marais réformiste au rôle de forme étatique du prolétariat. Le parti bolcheviste a réalisé une juste combinaison de l'art militaire avec la politique marxiste dans la guerre civile. Même si la bureaucratie staliniste réussissait à ruiner les bases économiques de la société nouvelle, l'expérience de l'économie planifiée, faite sous la direction du parti bolchevik entrerait pour toujours dans l'histoire comme une école supérieure pour toute l'humanité. Seuls, ne peuvent voir tout cela les sectaires qui, offensés par les coups qu'ils ont reçus, ont tourné le dos au processus historique.

Mais ce n'est pas tout. Le parti bolchevik a pu faire un travail "pratique" aussi grandiose uniquement parce que chacun de ses pas était éclairé par la lumière de la théorie. Le bolchevisme ne l'a pas créée, elle avait été apportée par le marxisme. Mais le marxisme est la théorie du mouvement et non du repos. Seules des actions d'une échelle historique grandiose pouvaient enrichir la théorie elle-même. Le bolchevisme a apporté une contribution précieuse au marxisme par son analyse de l'époque impérialiste comme époque de guerre et de révolutions; de la démocratie bourgeoise à l'époque du capitalisme pourrissant; de la relation entre la grève générale et l'insurrection; du rôle du parti, des soviets et des syndicats à l'époque de la révolution prolétarienne; de la théorie de l'État Soviétique; de l'économie de transition; du fascisme et du bonapartisme à l'époque du déclin capitaliste; enfin par son analyse des conditions de la dégénérescence du parti bolcheviste lui-même et de l'État Soviétique. Qu'on nous nomme une autre tendance qui aurait ajouté quelque chose d'essentiel aux conclusions et aux généralisations du bolchevisme. Vandervelde, de Brouckère, Hilferding, Otto Bauer, Léon Blum, Zyromsky, sans même parler du major Attlee et de Norman Thomas, vivent théoriquement et politiquement de débris usés du passé.

La dégénérescence du Komintern s'est exprimée de la façon la plus brutale dans le fait qu'il est tombé théoriquement au niveau de la II^e Internationale. Les groupes intermédiaires de tout genre (Independent Labour Party d'Angleterre, POUM, et leurs semblables) adaptent de nouveau chaque semaine des bribes de Marx et de Lénine à leurs besoins du moment. Les ouvriers n'apprendront rien chez ces gens-là.

Seuls, les constructeurs de la IV^e Internationale, en s'appropriant les traditions de Marx et de Lénine, ont fait leur une attitude sérieuse envers la théorie. Que les philistins se moquent du fait que, vingt ans après la Révolution d'octobre, les révolutionnaires soient rejetés de nouveau sur les positions d'une modeste préparation propagandiste. Dans cette question, comme dans les autres, le grand capital est beaucoup plus perspicace que les philistins petits-bourgeois qui se considèrent comme des "socialistes" ou des "communistes" : ce n'est pas pour rien que la question de la Quatrième Internationale ne disparaît pas des colonnes de la presse mondiale. Le besoin historique brûlant d'une direction révolutionnaire assure à la IV^e Internationale des rythmes exceptionnellement rapides de développement. La plus importante garantie de ces succès futurs est le fait qu'elle ne s'est pas formée en dehors de la grande voie de l'histoire, mais qu'elle est organiquement sortie du bolchevisme.